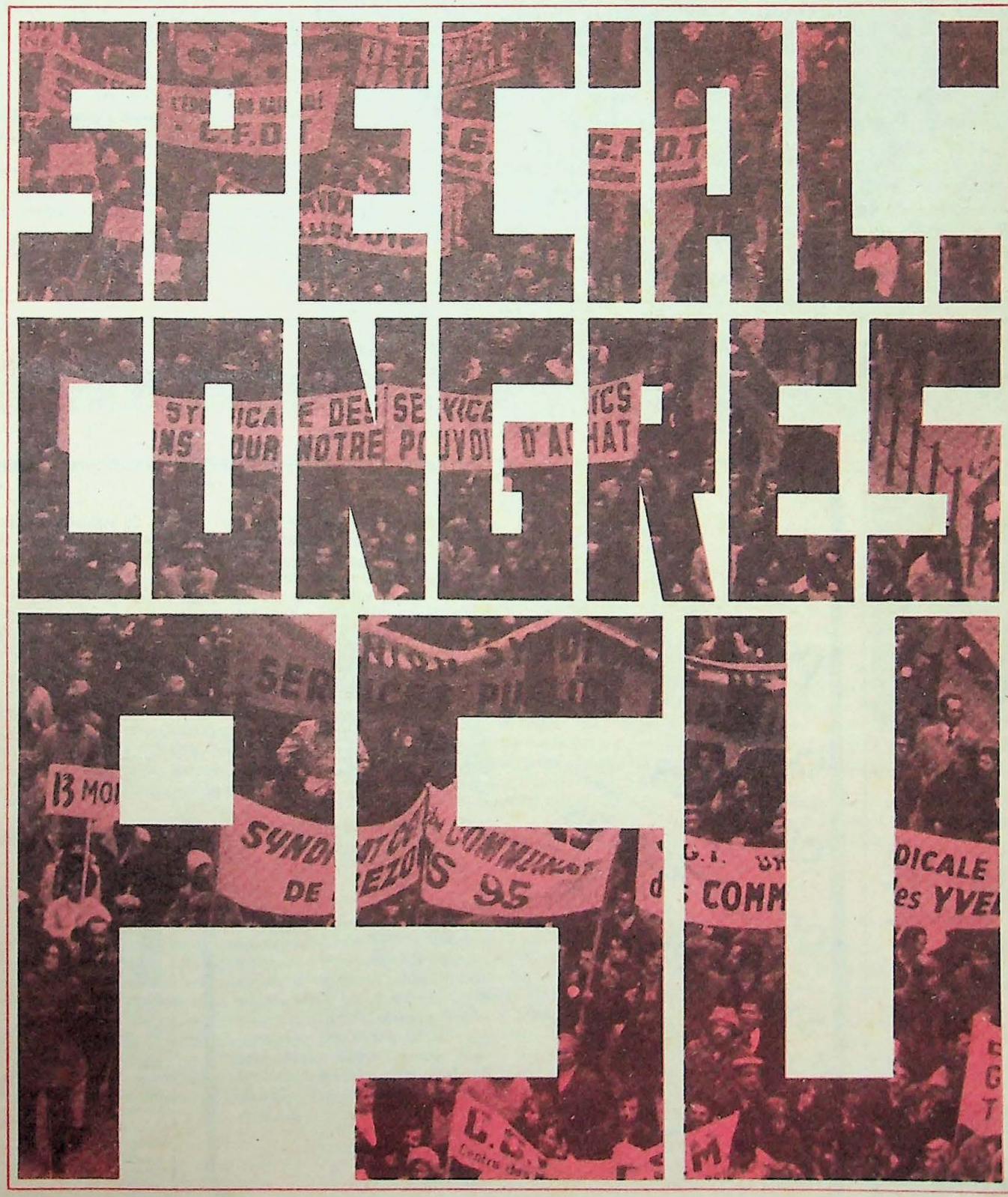
Tribune socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
N° 635 - VENDREDI 22 NOVEMBRE 1974 - 3,50 F

PSU

SPECIAL CONGRES PSU



EDITORIAL

la véritable alternative

Encore un petit effort, et Chirac va être plus efficace qu'une consigne syndicale pour mobiliser les travailleurs. S'ils ont été si nombreux dans les rues le 19 novembre, c'est en partie parce que sa dénonciation des « démolisseurs » et des « démons » a poussé beaucoup à se serrer les coudes.

Bien sûr, on ne peut mesurer l'importance de cette journée à la longueur des cortèges parisiens. Et, sans emboîter le pas à tous ceux qui parlent de « demi-réussite » en oubliant qu'il ne s'agissait pas d'une grève générale de 24 heures, on ne peut feindre d'ignorer les aspects contradictoires de cette journée d'action. Ils montrent que le mouvement se cherche, et qu'il est en mesure de se développer pourvu que des perspectives lui soient offertes. Si, dans des mêmes branches d'activité, la grève a été parfois largement suivie, et parfois escamotée ; si dans les manifestations apparaissaient à la fois une détermination et une incertitude quant aux mots d'ordre ; si l'on évitait les slogans politiques traditionnels alors que les motivations étaient principalement d'opposition à la politique du pouvoir.... que dire, sinon que, désormais, un plus grand effort d'unification autour d'objectifs communs est nécessaire si l'on veut que la lutte passe à un palier supérieur.

A cet égard la grève des postiers doit nous faire réfléchir. Il est clair qu'elle joue un rôle moteur, et que c'est largement autour des PTT que s'élargit le mouvement. Ce qui rend d'autant plus surprenantes certaines réticences à l'organisation d'une solidarité active avec les postiers. Or cette grève présente deux caractéristiques principales : elle a un contenu suffisamment unitaire pour tenir tête aux tentations défaitistes : elle affronte clairement la politique du pouvoir. Mais il ne suffit pas de laisser les postiers se battre pour tout le monde.

Avec Fourcade, Poniatowski et Chirac, le pouvoir met en place son dispositif : économique, policier et politique. Le mouvement ouvrier a-t-il, en face, son propre « triptyque » à opposer ? Quelle plate-forme d'action unifiante face à la vie chère et à la montée du chômage ? Quel type de riposte aux menaces repressives ? Quelle réponse à la question que chaque jour un peu plus les travailleurs vont se poser — comment lutter contre ce pouvoir ?

Notre propre responsabilité à cet égard n'en est que plus évidente. Le Parti aura, à son IXème Congrès, à effectuer une progression importante dans sa contribution à une unité réelle, vécue concrètement par les travailleurs, et à la lutte pour le socialisme. Mais ayons la modestie de nous souvenir que le temps n'est pas suspendu à nos propres échéances ; c'est dès maintenant que nous sommes confrontés à la nécessité de proposer, inlassablement, à tous les niveaux, les moyens d'unifier les luttes autour d'objectifs offensifs (augmentations uniformes, baisse de la durée du travail, contrôle sur les investissements et les restructurations, etc...) et en même temps de faire front contre les tentatives anti-ouvrières et anti-syndicales du pouvoir (utilisation de l'armée et de la police en particulier).

Déjà nos propositions antérieures d'Assises locales et départementales sur l'emploi prennent forme ici et là. Déjà le travail en direction des militaires du contingent s'amplifie. Il faut encore décupler les efforts militants pour que, dans chaque domaine touché par la crise, se développe l'organisation des travailleurs.

Michel Mousel ■

Le nouveau roman de

MONGO BETI

désigné par la critique comme l'un des meilleurs écrivains noirs de sa génération

PERPETUE

roman

●

du même auteur

MISSION TERMINEE
(Prix Ste-Beuve)

LE ROI MIRACULE

dans les bonnes librairies ou

BUCHET / CHASTEL

18 rue de Condé - Paris 6e

pour la concertation entre les organisations syndicales et politiques

Les travailleurs en lutte posaient aujourd'hui des questions précises au gouvernement : allait-il, oui ou non, manifester la volonté de modifier une politique visant à leur faire payer les frais de la crise économique ?

Face aux revendications des ouvriers en lutte, le premier Ministre n'entend rien changer à sa politique et brandit des menaces de répression et de violation généralisées du droit de grève.

Devant de telles déclarations, il est plus que jamais nécessaire :

1 °) de renforcer dans l'unité le combat des travailleurs. La journée du mardi 19 novembre doit être une première occasion d'y contribuer. Le PSU estime nécessaire que s'engage dans les plus brefs délais une concertation entre les organisations syndicales et politiques de la gauche pour faire face à l'aggravation de la politique répressive du pouvoir.

2 °) de soutenir de la manière la plus active la grève des PTT contre toutes les atteintes aux droits syndicaux et au droit de grève. En particulier, le P.S.U. prendra, avec les organisations qui soutiennent les luttes du contingent, les initiatives nécessaires pour aider les jeunes travailleurs actuellement sous l'uniforme militaire à refuser le rôle de briseurs de grève que le pouvoir entend leur faire jouer.

Le Secrétariat du P.S.U.
(18 novembre) ■

ts Tribune socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Christian GUERCHE et Victor LEDUC.
Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMEE 75015 PARIS
Rédaction : 566.45.64 - **Administration** : 566.45.37 - **Publicité** : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 2 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Composition CADET-PHOTOCOMPOSITION

Photos : Maillac (Adja) p. 1 ; Miroglio, p. 3 ; Weiss (Adja) p. 4 ; Semo (Fotolib) p. 14.

Une journée et quelques questions...

La journée nationale d'action s'est déroulée à l'image du défilé de Paris. Les postiers menant la marche, suivent une forte proportion de travailleurs de la fonction publique et du privé engagés dans des luttes où l'enjeu est clairement établi : Rateau, la presse et l'édition, l'aérospatiale. Victoire ou défaite, bouteille demi-pleine ou demi-vide, détermination des travailleurs ou crainte du chômage, effet multiplicateur des interventions de Chirac ou résultat de l'appel à la sagesse, les appréciations sur l'impact et le succès de ce mouvement varient, et c'est normal, selon les commentateurs. Plus grave est le fait qu'elles varient chez les militants ouvriers.

QUEL ETAIT L'ENJEU ?

Tout mouvement doit s'apprécier par rapport à ses buts. Les dirigeants confédéraux veulent l'« **ouverture des négociations sur les revendications** », le gouvernement espère casser les mouvements sociaux. Les moyens mis en œuvre de part et d'autre sont différents, mais tout à fait inadaptés. Le gouvernement insiste sur la « **politisation du mouvement** » ; il n'a pas eu un mot de commentaire sur la puissance des manifestations. Les dirigeants syndicaux pensent tracer un cadre dans lequel s'insèreraient les préoccupations des travailleurs ; l'écho n'a pas été à la hauteur du mécontentement, sauf là où des enjeux précis sur l'emploi étaient formulés avant même la journée d'action. Le type de consignes et de mots d'ordre, bref d'encadrement syndical, a été également déterminant. A qui fera-t-on croire que 4,1 % seulement des travailleurs de Renault suivent les consignes de leurs syndicats, alors que Berliet est en grève à plus de 60 %. Lorsqu'on sait, par exemple, que dans l'Est de la France, sur deux usines métallurgiques du même groupe, distantes de 15 kms, ayant la même proportion de syndiqués, l'une était en grève à 100 % et l'autre à 2 %, on ne peut que s'interroger sur la manière dont les responsables fédéraux et locaux ont répercuté et interprété les mots d'ordre nationaux.

OU VA-T-ON ?

Une telle situation a permis des remarques cocasses lors du défilé parisien. Ainsi il semblait que dans la métallurgie de la région parisienne il y avait autant de CFDT que de CGT alors que la proportion est de 80 % en faveur de la CGT. De même dans le bâtiment. Quant au SGEN-CFDT il semblait en passe d'absorber la FEN (proportion réelle de syndiqués : 1 à 7).

Mais il serait injuste d'incriminer les cadres syndicaux, fédéraux ou locaux. La vérité est que dans la partie ouverte par la grève des postiers, et relancée par les positions provocatrices de Poniatowski et Chirac, toutes les cartes sont loin d'être distribuées.

Tout se passe comme si, du côté ouvrier, on se demandait si c'est pour rire ou si c'est sérieux. Le style même des mots d'ordre scandés par le cortège témoigne de l'indétermination des manifestants quant au but de leur action. L'imagination qui a présidé à leur création montre également le désir de donner un contenu à la lutte.

LES MOTS D'ORDRE UNIFIANTS

Très scandées, toujours applaudies, les attaques contre « **Valéry Giscard d'Estaing, Chirac, Poniatowski, fachos** ». Unanimes, les mots d'ordre de solidarité postiers-enseignants-communaux-éboueurs-lycéens-travailleurs, etc... L'armature du cortège était là. Mais plus surprenant l'accueil fait au « **1 700 mini, 200 F pour tous** » qui, chez nombre de catégories de travailleurs qui le scandaient, est en contradiction avec le programme syndical officiel. Et que dire de ces militants communaux CGT reprenant en chœur « **la hiérarchie c'est comme les étagères, plus c'est haut et moins ça sert** » !

Euphorie contagieuse ou désir de trouver à toute force une expression. C'est dans la composition des cortèges qu'il faut trouver la réponse. Que l'Assistance publique soit grosse d'un

conflit qui fera date, il n'était que de voir et d'entendre la détermination des hospitaliers pour s'en convaincre. Mais vers quoi peut déboucher un tel conflit ? C'est toute la question à laquelle la manifestation de mardi n'a pas répondu.

MOUVEMENT OUVRIER CHERCHE PERSPECTIVES

La confiance intacte que les travailleurs les plus actifs et les plus conscients mettent dans leurs directions confédérales semble placer celles-ci dans un embarras fort compréhensible. Si l'on est prêt à se battre plus pour répondre au défi Chirac (manifs) que pour l'ouverture de négociations (grèves), l'ensemble de l'analyse qui fait procéder le « politique » du « social » est en porte-à-faux. Et ce d'autant plus que la réponse au défi gouvernemental n'était pas assurée. On a très peu crié « **une seule solution le programme commun** ». Sauf en réponse au slogan « **une seule solution la révolution** ». Serait-ce à dire que ni l'une ni l'autre de ces incantations ne paraît adaptée à la période actuelle ? En toute hypothèse la férocité joyeuse des suggestions adressées plus ou moins poliment au gouvernement peut se traduire par « cinq mois ça suffit », « ras-le-bol », « dehors ».

Le malheur est qu'il n'y a pas d'alternatives clairement posées. La gauche est-elle candidate au pouvoir ? On l'ignore. Si oui au terme de quel processus ? Mystère. Y-a-t-il une plate-forme syndicale unifiée ? Motus. Faut-il multiplier les contacts intersyndicaux à la base ? On n'en sait rien. Va-t-on organiser les 800 000 chômeurs ? Le grand silence. Que faire, en un mot, face au défi du pouvoir ? C'est de la politique ! Si ce n'est pas aux syndicats de poser ces problèmes — ce que nous contestons — au moins, que dit la gauche ? La gauche s'engueule, la gauche se divise, la gauche se boude. Est-ce sérieux ?

Nous pensons qu'il vaudrait mieux ouvrir au sommet comme à la base le débat dans l'ensemble du mouvement ouvrier sur ces questions. (1).

Jacques Thibault ■

(1) Voir à cet égard l'article de Victor Fay dans **Tribune Socialiste n° 633** qui apportait de nombreux éléments de réponse.

Préparation du Congrès

Le secteur Arts Plastiques (comme ça, vous saurez qu'il est en train de se créer) demande à tous les camarades intéressés par la confection de fresques murales et la décoration d'ensemble de la salle pour le Congrès d'Amiens de contacter C. Pirart, fédération de la région parisienne.

Manuest : Les meubles «SAUVEGARDE» C'est parti !

A Châtenois, depuis 15 jours, la production a repris sous le contrôle des 560 travailleurs vosgiens (dont 40 % de femmes). Manuest, c'est la vie pour le petit bourg de 800 habitants quand s'installe l'usine en 1960.

Aujourd'hui, tout Châtenois (2 500 habitants), se bat pour la défense de l'emploi au point que le maire, un indépendant, est obligé de suivre. Jusqu'en 1970, Manuest était une affaire rentable. Mais peu à peu, l'augmentation des matières premières et une gestion déplorable se sont conjuguées pour compromettre l'équilibre de l'entreprise. Depuis longtemps, la CFDT, née en 1971 au cours d'une grève, tire la sonnette d'alarme ; une sorte de journal de bord sur l'entreprise est tenu en liaison avec les travailleurs. Tous les tracts sont bilingues : la moitié des ouvriers est d'origine portugaise.

Le 15 juillet, le comité d'entreprise apprend l'étendue des dégats : les banques refusant désormais de fournir les crédits nécessaires, l'usine est déclarée en cessation de paiement avec un passif de 10 millions de francs ; Manuest bénéficie d'une suspension de poursuite de trois mois mais ce délai, qui ne permettra pas de trouver un acquéreur sérieux, sera mis à profit par la CFDT pour l'élaboration d'un véritable plan de lutte. Et lorsque, le 30 octobre, le tribunal de Nancy ordonne la liquidation des biens, les travailleurs décident à l'unanimité l'occupation de l'usine et la défense de l'outil de travail par tous les moyens.

En une demi-journée, la production est remise en route et des commissions se créent : sécurité, fabrication, information... en attendant la commission vente. Les premiers meubles sortis, qu'on a baptisés SAUVEGARDE doivent être vendus prochainement aux portes de l'usine pour couvrir les frais de fonctionnement...' Après ?... L'imagination !... Des transporteurs sont prêts à assurer les livraisons et les fournisseurs ont déjà fait leurs offres pour les matières premières. En tout cas, les travailleurs, aux côtés de la CFDT (95 % de syndiqués) sont bien déterminés à ce que MANUEST vive et refusent de faire les frais de la malhonnêteté et de l'irresponsabilité des patrons.

C.W. ■

Margoline: nouvelle victoire ?

En mai 1973, à Nanterre lors d'une grève exemplaire chez Margoline, une usine de récupération de vieux papiers, les travailleurs immigrés obtiennent satisfaction : les salaires doublent, et surtout, une carte de travail leur est délivrée.

Aujourd'hui, le patron a regrignoté sur le protocole d'accord : les fiches de paye sont incomplètes, les primes sont payées de la main à la main, le boulot est distribué irrégulièrement et cinq travailleurs qui rentraient de vacances ont été mis à pied.

A l'unanimité, les ripeurs de Nanterre décident l'occupation de l'usine le 4 novembre. Après plusieurs péripéties, la direction de Margoline cède sur une grande partie des revendications : réembauchage immédiat des 5 ouvriers, paiement des jours de grève, treizième mois.

TEP
direction guy retoré
19 - 24 novembre
BALLETS
Théâtre du Silence.
17 rue Malte-Brun Paris 20 e
M° Gambetta - tél 636 79 09

Quelle voie pour les cheminots ?

Les revendications des cheminots, dans la période actuelle, portent essentiellement sur deux points : les salaires, bien sûr, mais également les conditions de vie et de travail.

La première revendication salariale, proposée par les organisations syndicales, se résume ainsi : « pas de salaires inférieurs à 1 500 francs nets par mois ». Cependant, depuis le début de la grève des postiers, cette revendication apparaît à beaucoup comme dépassée, et les 1 700 francs sont ressentis, de plus en plus, comme une revendication unifiante et non démagogique.

La seconde revendication est une augmentation générale de toutes les rémunérations. Fait nouveau à signaler, la CGT, longtemps opposée à toute idée d'augmentation non hiérarchisée des salaires, propose aujourd'hui une nouvelle grille, correspondant à une augmentation « déhiérarchisée », allant de 16 à 2,3 % suivant les niveaux. Cette grille répond, en partie, à plusieurs nécessités : faire progresser plus rapidement les bas salaires et les salaires moyens ; ne pas créer de nouvelles distorsions de salaires ; et cependant assurer, à tous les cheminots, une progression du pouvoir d'achat. Le résultat immédiat de ces mesures, appliquées partiellement dans un premier temps, serait de faire franchir, à bon nombre de travailleurs du rail, la barre des 1 500 francs. Mais 5 000 environ en seraient encore exclus. Pour ces derniers, une mesure spécifique, sous forme de complément de salaire, serait donc à négocier.

Après avoir obtenu la semaine de 40 heures, aboutissement d'une longue lutte de 15 ans, les cheminots réclament l'application de ces 40 heures en 5 x 8 heures, c'est-à-dire la reconnaissance implicite de deux repos hebdomadaires accolés. D'autres problèmes, directement liés aux conditions de vie et de travail (roulements, amplitudes, travail de nuit et des jours fériés) font par ailleurs l'objet de revendications importantes, mais plus catégorielles.

TIMIDITES SYNDICALES

Dès le début de la grève de nos camarades postiers, un certain nombre d'entre nous pensèrent très vite qu'il faudrait lier nos luttes : même patron, même combat. Cependant, non seulement les syndicats des postiers ne tentèrent pas, ou peu, de contacter les nôtres, même ceux des bureaux-gares pourtant très voisins, mais nos propres fédérations ne firent aucun effort pour faciliter ce rapprochement et activer la mise en route d'une action commune.

Il a fallu attendre les premiers jours de novembre pour constater une certaine « animation » chez les cheminots. L'organisation d'assemblées générales par chantiers, par bureaux ou par établissements, entraîna quelquefois des mouvements locaux ou régionaux.

Les revendications mises en avant n'étaient pas les mêmes que celles des postiers (1 500 francs minimum, 100 francs d'acompte) et, parfois même, étaient différentes d'une région à l'autre, voire sur deux chantiers voisins. Au lieu d'unifier les mots d'ordre et les revendications, les responsables syndicaux semblaient s'évertuer à trouver des revendications particulières par chantiers, et des mots d'ordre catégoriels.

Au nom de la démocratie, les assemblées générales se multipliaient en nombre, en fréquence et dans la diversité. Le résultat était qu'un accord généralisé entre elles sur les modalités d'action, de dates, et de mots d'ordre, n'aboutissait pas. De ce fait nous en sommes arrivés à la journée du 8 novembre, qui mal préparée, fut un échec partiel, et d'une confusion démobilisante.

A l'heure où est rédigé cet article, la grève ne semble pas devoir dépasser en ampleur, à la SNCF, celle du 8. A nouveau échelonnée sur quatre jours, elle ne remontera probablement pas le moral des troupes, et ne paraît guère faite pour nous entraîner dans des actions d'envergure.

Robert RIVAL ■

IXème congrès du psu

Le IXe Congrès national du PSU aura lieu à Amiens les 14, 15 et 16 décembre. Nous publions ici, comme prévu, le texte d'orientation de la DPP et celui du « Courant des Assises », ainsi que le rapport d'activité de la majorité de la DPN jusqu'au Conseil national d'Orléans. Le rapport d'activité de la DPP paraîtra dans le prochain TS.

Par ailleurs, les signataires du texte **Autonomie du PSU et « dynamique des Assises »** (paru dans le nº 634) nous font savoir que ce texte doit désormais être considéré comme un texte d'orientation. Enfin, les signataires du texte **Pour un communisme autogestionnaire** ont également rédigé un texte d'orientation, qui sera prochainement diffusé dans le parti.□

Texte d'orientation de la Direction politique provisoire

La remise en cause des principes fondamentaux du P.S.U., proposée par certains de ses anciens dirigeants, a été rejetée à une large majorité, au Conseil National d'Orléans. A travers ce refus d'une dilution du PSU au sein du Parti Socialiste, s'est exprimée une claire conscience de l'incompatibilité entre le choix de la révolution et de l'autogestion et la stratégie réformiste d'un Parti qui prend chaque jour davantage l'allure d'un regroupement hétéroclite de la gauche non-communiste.

Dès maintenant, les conditions du renforcement de notre Parti existent. Un tel renforcement implique que nous ne nous contentions pas de camper sur les positions acquises et qu'au contraire nous nous attachions à progresser dans la voie tracée par le Manifeste de Toulouse. Il suppose un approfondissement de notre réflexion stratégique sur les conditions de la conquête et de l'exercice du pouvoir par les travailleurs, et d'une démarche à partir d'une analyse de la crise économique et sociale qui se développe et des données politiques concrètes auxquelles nous sommes confrontés.

Cette démarche s'inscrit dans le développement de notre politique d'unité d'action anti-capitaliste. Dans la bataille sociale qui vient de s'engager, l'unité du mouvement ouvrier est plus que jamais nécessaire. Elle doit permettre non seulement de mettre en échec la politique économique et sociale du pouvoir, mais d'abattre ce dernier et d'ouvrir aux travailleurs le chemin de leur propre pouvoir. C'est pourquoi le P.S.U. doit reprendre ses propositions d'unité d'action anti-capitaliste pour donner à l'unité populaire une assise de classe et des objectifs liés aux préoccupations des travailleurs.

C'est pourquoi il doit être prêt à un examen des bases programmatiques de l'Unité populaire. Le P.S.U. doit œuvrer à la réalisation de l'unité sur une base de classe, à partir de la mobilisation des travailleurs pour leurs revendications fondamentales.

Une victoire de l'unité populaire ne pourrait déboucher sur le pouvoir des travailleurs que dans la mesure où, dès à présent, se développe dans les luttes le courant révolutionnaire pour le contrôle ouvrier et populaire et l'autogestion, dans la mesure où il est capable de donner naissance à un puissant mouvement populaire. Le P.S.U. doit tout faire pour favoriser l'organisation d'un tel mouvement, non en l'envisageant comme un moyen d'élargir son influence et son recrutement, mais comme un lieu de rassemblement de tous les militants, organisés ou non, et de toutes les forces politiques et syndicales pratiquant la stratégie du contrôle dans la perspective de l'autogestion socialiste.

Pour se renforcer, le courant révolutionnaire pour l'autogestion a besoin d'un programme de construction du socialisme par les travailleurs. L'une des tâches du IXe Congrès du PSU sera de jeter les bases d'un débat programmatique qui doit être largement ouvert dans le Parti et hors du parti à tous ceux qui combattent le capitalisme.

1 —Le pouvoir des travailleurs : réponse à la crise du capitalisme

La crise énergétique n'est qu'un aspect d'une crise économique et sociale profonde qui va toucher pour longtemps le monde industrialisé et provoquer une accentuation de la lutte des classes dont on ne peut pas mesurer l'ampleur aujourd'hui.

I — 1 — Un tournant dans l'histoire du capitalisme

Il ne s'agit pas d'une crise conjoncturelle, ni d'une phase « normale de récession », ni d'une période de réajustement suite à l'augmentation du prix du pétrole. Encore moins d'une crise de la demande. En réalité il s'agit d'une crise du système capitaliste dont les sources de développement se tarissent. La toile de fond : le capitalisme au plan mondial ne peut plus se reproduire sur les bases de la période antérieure : travail à la chaîne et parcellisation toujours plus poussée des tâches, consommation de masse appuyée sur l'idéologie de la croissance pour la croissance, pillage du « Tiers-Monde » (ressources naturelles et main-d'œuvre).

Les bourgeoisies impérialistes viennent buter contre :

— la lutte des masses populaires pour leurs conditions de vie et de travail ;

— l'émergence de nouvelles bourgeoisies nationales dans certains pays du « Tiers-Monde », celles-ci cherchant la voie de leur propre développement (cf. pétrole notamment).

Dans ce contexte, les rivalités inter-impérialistes s'avivent, les U.S.A. tentant d'affermir leur hégémonie à la faveur de la crise sans qu'il soit possible, pour autant, d'aboutir à un « super-impérialisme ».

I — 2 — Une crise structurelle

A la différence des crises d'autrefois où la chute générale de la production et le développement du chômage s'accompagnaient de la baisse des salaires, mais aussi (encore qu'à un degré moindre) de celle des prix, la crise actuelle voit les phénomènes de récession globale s'accompagner de l'essor de certaines industries de pointe tandis qu'un développement du chômage peut converger avec une accentuation de l'inflation (stagflation).

L'inflation ne peut plus être considérée comme une maladie passagère, même grave, du système. Elle doit au contraire être comprise comme un phénomène caractéristique du développement capitaliste moderne trouvant son origine dans un ensemble de facteurs tels que :

— le mouvement de restructuration capitaliste qui, depuis plus de dix ans, amène les principaux monopoles (notamment les « multinationales ») à utiliser à fond les progrès de la science et de la technique pour absorber un nombre grandissant d'entreprises classiques (qui ne sont pas forcément des PME ; c'est ainsi que des secteurs entiers comme les charbonnages, les textiles, le bâtiment sont menacés) ;

— la croissance fantastique de dépenses improductives (militaires notamment) ;

— la rotation ultra-rapide de la monnaie (en fonction par exemple de l'utilisation de l'électronique par les banques internationales).

Mais l'inflation c'est également le moyen pour le capitalisme de contre-battre la baisse tendancielle du taux de profit (qui de nos jours résulte pour une large part de l'emploi d'un matériel qui, pour être ultra-moderne, n'en est que plus vite périmé).

Enfin l'inflation doit être considérée comme un moyen de choix du capitalisme avancé pour reporter ses difficultés sur les secteurs classiques ou plus faibles de l'industrie et de l'agriculture (y compris des USA sur les impérialismes secondaires) en même temps que sur la masse de la population laborieuse.

I — 3 — Une crise globale

Rien d'étonnant dans ces conditions que la crise déborde largement de l'économie pour atteindre toute la vie sociale et politique du monde capitaliste. Celui-ci est entré dans une nouvelle phase de crise, longue, larvée, mais globale. Dans les pays industrialisés le mythe de la société intégrée est aujourd'hui battu en brèche. Il y a tout à la fois crise du mode de production et crise du mode de contrôle social : la hiérarchie, la parcellisation du travail, la division des tâches sont de moins en moins admises par ceux qui les subissent. Les luttes ouvrières en Europe des dernières années en témoignent, de même que, sur un autre plan, l'explosion de la révolte étudiante, la contestation culturelle, la lutte des femmes, etc.

I — 4 — La réponse capitaliste à la crise

Il serait illusaoire de croire que le capitalisme, une fois encore, serait proche de sa fin, tant il est vrai que **seule l'offensive des travailleurs** peut le détruire. Le capitalisme a la possibilité de résoudre cette crise par la création de nouvelles bases d'extraction de la plus-value et de nouvelles formes d'intégration des travailleurs. Celles-ci sont en germe dès aujourd'hui : recomposition des tâches (par leur élargissement, le remplacement des chaînes, la réorganisation du travail de maîtrise, etc...), réduction de la croissance matérielle au profit des « services », développement de nouveaux centres d'accumulation par exemple dans le « Tiers-Monde » (Brésil, Iran, etc...) et dans les industries de pointe (recherche de nouvelles sources d'énergie), extension des rapports économiques avec l'Est, etc...

Cette restructuration impose au capitalisme de profondes transformations qui se traduisent notamment par la mise en sommeil, voire la destruction de secteurs entiers de l'économie tandis qu'une décomposition accélérée menace certaines couches sociales. Le coût social de cette restructuration sera très

élevé et entraînera la bourgeoisie à chercher des compensations en imposant des sacrifices aux travailleurs, tant sur le plan matériel (freinage de la progression du pouvoir d'achat, crise de l'emploi, etc...) qu'en termes de pouvoir.

I — 5 — Une crise que les travailleurs peuvent exploiter

La restructuration capitaliste est donc le terrain sur lequel la crise du système est vécue directement par les travailleurs, celui sur lequel s'organise la lutte. La possibilité pour le monde ouvrier de saisir cette crise comme **opportunité historique**, réside dans sa capacité à passer d'une position de **résistance** à l'attaque capitaliste à une position d'**offensive** et d'**alliance** autour de la classe ouvrière.

La crise du capitalisme est de longue période et il est peu probable qu'elle s'accélère de manière imprévue en des formes généralisées d'arrêt de la production. On ne doit pas en conséquence s'attendre à une « prise de pouvoir » résultant d'un mouvement de masse subitement radicalisé et unifié par une telle accélération de la crise. Au contraire, une alternative de pouvoir n'existe que si elle est l'aboutissement d'une longue lutte et d'une prise de conscience, qui permettent le regroupement des forces sociales et politiques, l'émergence des idées et la création des structures nécessaires pour définir et gérer la société à construire.

D'évidence, ces conditions ne naîtront pas du simple développement de la résistance spontanée des travailleurs, ni de la simple élaboration d'un projet de société (la perspective de l'autogestion comme issue sociale). Elles impliquent la construction, dans la réalité des affrontements sociaux, d'**éléments alternatifs** au système capitaliste : la démocratie collective en assemblée générale comme alternative au système hiérarchisé de décision, le contrôle ouvrier comme alternative au travail dominé et imposé par le capital.

I — 6 — La politique de Giscard d'Estaing

L'alternative de pouvoir viendra d'autant moins spontanément du déroulement de la crise, que la bourgeoisie a jusqu'ici réussi à la gérer politiquement. A travers l'utilisation économique, politique et répressive de l'Etat et par la tentative d'une concertation au plan mondial, des éléments de solution se forgent. En particulier en France, Giscard d'Estaing, dont la politique est beaucoup moins hésitante qu'on le prétend, joue à fond sur la dramatisation de la crise pour imposer les mesures de restructuration et les fortes contraintes du plan Fourcade. La lutte devient plus dure, ainsi que le confirment les déclarations de Chirac et de Poniatowski, et la volonté initiale de « réforme » apparaît aujourd'hui clairement comme une tentative de désamorcer des fronts « secondaires » afin de conserver plus de liberté dans l'affrontement sur le terrain social.

Loin d'être une politique au fil de l'eau, la ligne adoptée par le pouvoir vise à répondre à un double problème :

— utiliser certains éléments de la crise pour relancer à une cadence accélérée la restructuration du système afin de placer le capitalisme français dans une position de compétitivité favorable ;

— Rétablir le plus rapidement possible l'équilibre extérieur par une pression sur le marché intérieur obtenu grâce à une réduction de la consommation des masses populaires (réorientation des consommations, utilisation du chômage, pressions sur le patronat pour limiter les réajustements de salaires nécessités par l'inflation, limitation dans le budget des crédits aux équipements collectifs, ponction sur l'épargne populaire, etc...)

Mais devant la crise économique et l'inflation, la bourgeoisie et son pouvoir sont inquiets : les mouvements sociaux, en premier lieu la grève des P.T.T., démontrent que les travailleurs n'acceptent pas de supporter les frais de la crise économique dans laquelle ils n'ont aucune responsabilité. A cet égard l'actuel mouvement de grèves marque très certainement un tournant offensif dans l'évolution des rapports de classe. Significative est la grève des postiers qui, au-delà des problèmes de stricte défense de l'emploi ou du pouvoir d'achat, pose par le contenu de ses mots d'ordre et par sa combativité la nécessité d'en finir avec l'essentiel des dispositions du plan Fourcade.

Le gouvernement tente de briser le mouvement social, et singulièrement la grève des postiers, par la combinaison des mesures de répression (utilisation de la police contre les grévistes et les manœuvres d'isolement dans l'opinion publique (chantage au « chaos face à la crise qui menace »).

En d'autres termes, il apparaît clairement aujourd'hui que les prochaines échéances ne se dérouleront pas principalement sur le terrain **électoral**, mais tout autant, sinon plus, sur celui d'une **bataille sociale** prolongée. Il est même maintenant possible de distinguer plus nettement l'articulation des divers moments d'une reprise de l'offensive populaire quelques mois à peine après l'élection présidentielle : dans un premier temps consolider, élargir et unifier les mouvements sociaux afin de mettre en échec la politique économique et sociale du plan Fourcade ; puis sur la base du rapport des forces ainsi établi, œuvrer dans les luttes à la réalisation d'une véritable **unité populaire** capable d'affronter une situation de crise sociale et politique généralisée.

II — Pour construire le pouvoir des travailleurs, il faut construire l'unité populaire

L'unité populaire se construit dans les luttes, sur des objectifs clairement anti-capitalistes, et aboutit à un combat frontal avec le capitalisme. Elle ne se résume par à l'union organisationnelle de la gauche, produit d'un rapport de forces à un moment donné, sur des objectifs communs et élargie à certains représentants « progressistes » de la bourgeoisie. Elle passe par la constitution de l'unité ouvrière, telle que la construisent les luttes pour le contrôle ouvrier et par l'unification autour de la classe ouvrière des couches sociales entrant dans le combat anti-capitaliste.

2 — 1 — La nécessaire unité populaire

● Elle naît de la crise du capitalisme.

Au moment où se développe la lutte des travailleurs contre le plan d'austérité, le problème du pouvoir peut être posé avant les échéances que se fixe la majorité présidentielle, car la mise en pièces de la politique économique du gouvernement peut achever de saper ses bases sociales et rendre intenable la position de l'équipe actuelle.

Aujourd'hui, les rapports de classe sont mis à nu. L'affrontement entre les classes sur le terrain même de la production se durcit et implique que, face à la bourgeoisie et à son Etat, le mouvement ouvrier s'unifie pour vaincre.

Dans la période qui s'ouvre et qui sera nécessairement marquée par une recrudescence de la bataille sociale, le développement de l'unité populaire sur un axe de lutte anticapitaliste et susceptible d'ouvrir un débouché politique aux luttes doit être au centre de l'activité du PSU. Il nous appartient, devant les contradictions de l'union de la gauche, d'être les défenseurs les plus conséquents de l'unité populaire.

● Elle se construit essentiellement dans les luttes.

Dans cette bataille politique, notre parti pourra s'appuyer sur les aspirations qui se manifestent dans les luttes des travailleurs.
Cela suppose que nos militants saisissent chaque occasion d'établir avec les militants du PC et du PS, et bien entendu aussi de la CGT et de la CFDT, des liens étroits dans le débat et dans les luttes. Cela suppose aussi que le Parti tout entier développe une politique unitaire à l'égard des organisations de gauche, qu'il fasse des propositions concrètes de soutien aux luttes, d'action contre le pouvoir tout en développant sa propre conception d'une stratégie de contrôle ouvrier et populaire et en s'efforçant de la mettre en pratique.

Le PSU sait que, dans leurs luttes, les travailleurs construisent leur unité à travers des revendications unifiantes (augmentations uniformes, garantie de l'emploi, titularisation, etc...) et des formes d'action leur permettant d'assurer leur pouvoir (occupation, assemblée du personnel, contrôle des cadences, etc...). Cette unité permet à de nombreuses couches populaires de rejoindre le combat des travailleurs contre l'adversaire commun : le capitalisme.

● Sa traduction politique actuelle ne dépasse guère le réformisme -

Pourtant, cette unité populaire offensive et clairement anti-capitaliste, en ce sens qu'elle s'attaque aux fondements mêmes du système, est encore politiquement dominée par le réformisme. La volonté populaire de changement profond de l'ordre social, telle qu'elle apparaît dans les luttes d'aujourd'hui, ne s'accompagne pas de la conscience de la profondeur des bouleversements politiques à opérer. C'est dans le développement de la mobilisation populaire que ce retard de la conscience sur la pratique pourra se combler.

● Elle implique, pour le PSU, l'alliance avec les forces organisées du mouvement ouvrier.

Le développement de la mobilisation ne peut naître du seul déroulement spontané des luttes ; il est lié à la capacité du mouvement ouvrier de donner des débouchés politiques à ces luttes, afin d'améliorer le rapport de forces. Cela fonde la nécessité pour le PSU de s'allier avec les forces réformistes et de participer à la construction d'un programme d'unité populaire qui lie sans cesse la mobilisation à sa traduction politique.

Le PSU a aussi un rôle essentiel à jouer pour entraîner l'extrême-gauche dans cette dynamique. L'extrême-gauche aujourd'hui, dans ses diverses composantes, s'interroge sur son rapport avec les masses, sur sa pratique organisationnelle, sur son attitude à l'égard des syndicats et des organisations de masse et cette interrogation est largement autocritique. Nous devons être attentifs aux conclusions que tireront de leurs débats les groupes d'extrême-gauche en souhaitant qu'elles permettent un renforcement de l'unité populaire.

2 — 2 — Aujourd'hui l'unité populaire n'est pas construite

● Le Programme commun était insuffisant pour donner corps à l'unité populaire. Si l'existence du Programme commun a eu la signification importante de sceller l'union de la gauche, il n'a jamais été la base suffisante pour la construction de l'unité populaire. Son mode d'élaboration comme ses propositions ne pouvaient pas, et n'ont pas pu entraîner une mobilisation de masse, sur des objectifs clairement anti-capitalistes, indispensables à la

construction de l'unité populaire. Il n'est pas la réponse politique qu'exige la situation présente.

● L'union de la gauche subit le contre-coup de la victoire de Giscard -

La coalition de la gauche, qui a fondé son unité sur une perspective électorale et sur le Programme commun, subit les contre-coups du succès de Giscard, même si celui-ci a été acquis de justesse.

Une course de vitesse s'est engagée entre le PC et le PS. Le PC, en lançant son mot d'ordre d'« Union du peuple de France » a cherché à exploiter à son profit les contradictions au sein de la bourgeoisie, tentant de s'appuyer, pour réaliser son compromis historique, sur les couches sociales qui restent les plus sensibles à l'idéologie nationaliste à coloration sociale développée par le gaullisme.

Le PS, avec son opération « élargissement », préparée de longue date avec certains éléments de la direction de la CFDT et de l'ancienne direction de notre parti, a voulu renforcer ses bases dans une fraction de la classe ouvrière et surtout dans les couches techniciennes. Avec le « Projet de Société » et les « Assises du Socialisme », les dirigeants du PS ont cherché à justifier par une phraséologie autogestionnaire un décrochage à l'égard du Programme commun contre lequel était menée simultanément une critique de droite (cf. les articles de M. Rocard dans « Le Monde »). L'appellation lancée par Mitterrand aux « Assises » de « Parti des Socialistes » achève de donner au PS le caractère d'un parti de type présidentiel s'adaptant à l'évolution même de la démocratie bourgeoise, avec des courants de droite et de gauche mais où le premier secrétaire est, dans son parti, l'homologue d'un président de la Vº République, décidant seul des grandes options politiques.

● L'unité populaire est menacée par la stratégie de division -

La bourgeoisie menacée essaye par tous les moyens de diviser les travailleurs, et elle tente de susciter le vieux spectre de la 3º force, afin de faire gérer la crise par les travailleurs eux-mêmes. Le PSU doit affirmer avec force sa condamnation de toute politique de centre-gauche ou d'union nationale.

Dans le Parti Socialiste tel qu'il s'organise, les militants se trouvent pratiquement désarmés face à des choix qui peuvent les engager dans des compromis de classe et des solutions alternatives de type centre-gauche. Celles-ci trouvent des échos au sein du P.S. — Avec les déclarations récentes de Jacques Delors, celles de Gilles Martinet envisageant, dans le cas d'élections anticipées, la constitution d'un gouvernement de gauche sous Giscard, montrent que cette possibilité est réellement prise en compte à la direction du PS. — C'est surtout contre cette éventualité qui l'empêcherait de réaliser pleinement ses objectifs sur le plan national et international que le PC a réagi avec vigueur. Il ne faut pas s'attendre à ce qu'il change fondamentalement son orientation et sa stratégie, mais il n'est pas exclu que dans le développement des contradictions avec le PS et pour maintenir sa cohésion interne dans une période difficile, il soit amené à infléchir dans un sens plus offensif et davantage orienté vers la base sa politique unitaire.

2 — 3 — Construire l'unité populaire

Aujourd'hui, l'unité populaire doit s'affirmer, et il est de la responsabilité du PSU d'aider à établir le lien entre sa construction dans les luttes et son affirmation politique.

2 — 3 — 1 — Frapper ensemble

Il faut réaliser l'unité d'action du mouvement ouvrier contre la bourgeoisie. Plus que jamais, notre politique d'unité d'action anticapitaliste est d'actualité. Elle doit permettre de s'attaquer à la politique de stabilisation du pouvoir et permettre aux travailleurs de lancer une contre-offensive générale, face aux menées de la bourgeoisie, sur les thèmes fondamentaux de lutte contre les licenciements et la réduction de leur pouvoir d'achat. Dans le cadre de la bataille sociale engagée depuis l'automne, cette politique ne peut se réduire à des accords de sommet, et doit s'accompagner de la mise en place de comités unitaires à la base.

Une telle politique ne peut plus aujourd'hui se limiter à assurer la coordination du combat des travailleurs : en permettant au mouvement ouvrier de s'attaquer de front, et globalement, à la politique de la bourgeoisie, en créant les conditions d'une puissante mobilisation populaire, elle posera nécessairement le problème du pouvoir.

2 — 3 — 2 — Le programme et l'unité populaire

L'offensive des travailleurs et du mouvement ouvrier pose inévitablement la question du pouvoir : elle doit permettre la défaite de la bourgeoisie et la victoire de la gauche. Elle doit donc se concrétiser dans un programme unitaire permettant tout à la fois de vaincre ensemble et de donner un sens à cette victoire.

a) Vaincre ensemble : un tel programme doit permettre d'ébranler la domination bourgeoise : si l'on ne peut pas exclure une crise sociale de type révolutionnaire permettant la mise en place d'un gouvernement populaire, l'hypothèse la plus vraisemblable est celle d'une victoire électorale des partis de gauche. Aussi bien, le programme d'unité populaire a nécessairement une dimension électorale et gouvernementale, afin d'offrir une issue provisoire à la lutte des travailleurs.

— la question électorale -

On a trop souvent, au PSU en particulier, et dans l'extrême-gauche en général, réduit les élections aux campagnes électorales ; on disait — et cela reste vrai — qu'avec les élections la démocratie bourgeoise offre aux révolutionnaires un instrument permettant à ceux-ci de diffuser plus largement leurs thèses.

Mais à l'évidence, il peut, surtout dans certaines périodes, y avoir beaucoup plus. Les élections peuvent être un moyen de « déblocage » d'une situation politique, un élément de déplacement des rapports de forces, une étape institutionnelle importante dans le changement politique.

Croire que les élections permettraient la prise du pouvoir serait assurément tomber dans l'illusion réformiste. Le PSU a toujours dénoncé comme erronée la conception d'un passage graduel au socialisme au moyen de la conquête légale du gouvernement, de l'utilisation de l'Etat bourgeois, et d'une politique de réformes progressives ne pouvant aboutir au mieux qu'à un aménagement de la société capitaliste. L'expérience chilienne du reste a rappelé que la présence de partis ouvriers à la tête de l'Etat bourgeois n'en changeait pas la nature. Mais penser aujourd'hui que la victoire de la gauche serait indifférente pour le déclenchement d'un processus de transformation socialiste équivaudrait à tomber dans une rêverie dangereuse.

Il est clair en effet, dans les circonstances historiques présentes, qu'une victoire électorale de la gauche ne changerait rien aux structures fondamentales de la société capitaliste. Mais une telle victoire recélerait une capacité considérable de mobilisation populaire et permettrait de poser clairement les enjeux de la lutte anti-capitaliste.

C'est dire que le PSU entend intervenir de manière active dans des élections législatives générales. Il doit le faire dans la logique de ses orientations politiques globales, telles que son Conseil National d'Orléans les a rappelées : c'est-à-dire dans une totale autonomie politique, et au sein de l'unité populaire.

Le PSU interviendra de manière autonome : il affirmera, dans les élections comme en toute circonstance, sa stratégie de contrôle ouvrier et populaire, allant dans la perspective de l'autogestion socialiste, et aucun marchandage ne saurait le faire dévier de cette voie fondamentale, dont il est essentiel qu'elle soit exprimée clairement devant les masses.

Le PSU interviendra dans l'unité. L'enjeu électoral prioritaire de la période étant, sans ambiguïtés, la défaite de la bourgeoisie et la victoire de la gauche, le PSU ne peut avoir une position de refus de principe. Il doit envisager les conditions de sa participation à un accord électoral de gauche.

— La question gouvernementale -

Ce problème a, trop souvent, dans le mouvement ouvrier, été posé de manière dogmatique et abstraite. On s'est trop souvent demandé, de manière générale, s'il convenait d'être favorable au « soutien sans participation », à la participation au gouvernement, ou à une formule d'attentisme, « sans soutien ni participation ». Mais il est fallacieux de répondre à de telles questions sans tenir compte des données et des enjeux de la période, sans tenter une analyse de la situation concrète dans laquelle on se trouve.

Aujourd'hui, ce qui est posé, c'est une alternative à Giscard, et donc l'éventuelle constitution d'un gouvernement de gauche. En conséquence, l'unité populaire aura une dimension gouvernementale et le PSU doit en tenir compte. Nous savons que, dans les luttes d'aujourd'hui, sont en gestation les organes autonomes du pouvoir des travailleurs et qu'une victoire populaire doit en faciliter l'émergence.

C'est dans un tel contexte, en s'appuyant sur ces données et en poursuivant son action révolutionnaire autonome, que le PSU doit envisager la question de l'alternative sur le plan gouvernemental. Notre acceptation de discuter d'un éventuel programme de gouvernement suppose que nous serions prêts, le cas échéant, à prendre aussi nos responsabilités au niveau gouvernement. Tout dépendrait des conditions concrètes, des possibilité d'action autonome ouvertes aux socialistes autogestionnaires, du niveau de mobilisation des travailleurs, de la mise en place d'organes de contrôle dans l'entreprise et dans tous les secteurs de la vie sociale.

b) Donner un sens à cette victoire : le programme d'unité populaire doit ouvrir la voie au pouvoir des travailleurs.

Le programme d'unité populaire, en faisant le lien entre la mobilisation populaire et son débouché politique, doit faciliter l'émergence du pouvoir des travailleurs.

A l'évidence, cela suppose d'abord qu'un tel programme ne puisse en aucun cas ressembler à un programme de gestion de la crise, de stabilisation et d'austérité pour les travailleurs. C'est d'un programme remettant directement en cause les fondements de la propriété sociale qu'il doit s'agir.

Cela suppose aussi que la force principale sur laquelle doit se développer la stratégie dont ce programme est porteur est la classe ouvrière, axe autour duquel doit se constituer le rassemblement des forces populaires. L'unité populaire ne peut en effet être confondue avec l'union du peuple de France telle que le PCF l'a définie, ou toute autre formule d'union nationale : la question des alliances de classes ne peut être réglée par des concessions exorbitantes et inacceptables aux petits capitalistes et aux classes moyennes.

Cela suppose encore que ce programme ne soit pas séparé de la mobilisation des travailleurs pour leurs revendications fondamentales, et contre toute tentative de sabotage de la part de la bourgeoisie. Au contraire, la dynamique du programme doit être intimement liée à celle de la mobilisation populaire, sous la forme, par exemple, de comités d'unité populaire à la base :

Toutes ces conditions de la discussion et de l'éventuelle conclusion d'un accord programmatique peuvent être concrétisées et garanties par l'existence d'un programme de transition pris en charge par le PSU, reflétant les aspirations des luttes anti-capitalistes, et se situant au-delà de l'occupation du pouvoir gouvernemental.

En effet, il ne s'agit en aucun cas de sacrifier l'unité à la base à une stratégie d'accords de sommet ; mais au contraire d'introduire une dialectique des accords d'organisation et de l'indispensable unité des travailleurs à la base.

Dans cette perspective, il est fondamental que le PSU continue de lutter sur la base de sa stratégie du contrôle ouvrier et populaire et pour que soient créés, dans l'action des masses, les organes du pouvoir des travailleurs. Il est donc essentiel pour le PSU de donner corps au courant autogestionnaire afin de permettre de construire la force révolutionnaire dont l'autogestion a besoin.

III - Pour donner un sens à la victoire de l'unité populaire, il faut renforcer le courant révolutionnaire pour l'autogestion.

L'unité populaire nécessaire à la victoire du socialisme ne peut se faire que sur les positions et sous la direction de la classe ouvrière.

Cette hégémonie de la classe ouvrière ne peut pas, bien entendu, se réduire au poids prépondérant d'un parti chargé de la représenter — qu'il s'agisse du PCF, du PS ou du PSU ou d'un autre parti ouvrier — Cela passe par l'autonomie de la classe ouvrière, par l'approfondissement d'une unité vivante qui permet une progression politique collective ; c'est dans cette maturation collective du plus grand nombre de travailleurs, dans ces formes d'organisation autonome, dans ces luttes qui remettent en cause les structures mêmes de la société capitaliste que nous voyons la possibilité du pouvoir aux travailleurs eux-mêmes, et de l'autogestion.

Cette autonomie, cette unité profonde de la classe ouvrière se construit en particulier dans des luttes de forme et de contenu nouveau (démocratie, luttes anti hiérarchiques, etc...) Ces luttes de contrôle ouvrier se sont très largement développées ces dernières années : Péchiney, Joint Français, Lip, etc... Parallèlement, l'hégémonie ouvrière s'est manifestée par la reprise, sur des terrains extérieurs à la production, de formes de luttes ouvrières nouvelles : démocratie collective à la base, autoorganisation, priorité au fait accompli par rapport à la négociation, extra-légalité. Il existe ainsi actuellement un véritable courant du contrôle ouvrier relayé par le contrôle populaire ; mais il n'est pas parvenu à s'organiser, à se coordonner, ni à trouver, au-delà du terrain social, ses débouchés politiques.

Les Assises du Socialisme ont tenté de répondre à cette exigence en la canalisant vers le PS. Mais la méthode utilisée (contrôle bureaucratique, démocratie dirigée, décisions prises d'avance, etc...), par delà des confrontations parfois enrichissantes, ne pouvait correspondre à l'acquis que constituent la nature et le contenu des luttes. De façon plus générale, aucune opération de récupération n'est adaptée à cette réalité, pas plus de la part du PSU que de toute autre organisation. C'est donc une autre dynamique qu'il faut mettre en œuvre, qui constitue une tâche essentielle pour les militants du PSU, et peut contribuer à transformer le PSU lui-même.

3 — 1 — Contribuer à la convergence politique de ceux qui se battent autour du contrôle ouvrier et populaire

3.1.1. — Une dynamique nouvelle —

Il ne peut s'agir de parachuter des formes d'organisation toute faites, ni de créer des cartels inter-organisations, toutes conceptions qui bloqueraient dès le départ la plus grande masse de ceux qui sont concernés au premier chef.

Il s'agit de permettre la formation de lieux de rencontre, de discussion, de confrontation, d'information entre des militants qui ont des affinités dans leur pratique sociale ; et de contribuer à une coordination progressive de ces initiatives de base. Pour que cela soit possible, il faut tenir compte des conditions concrètes nécessaires :

a) - la « couche militante » visée comprend en son sein, certes les militants du PSU, des militants de la CFDT, mais aussi des militants de nombreuses organisations populaires ainsi que de l'extrême-gauche non sectaire, de la CGT., de la gauche du PS, du PCF. — Il faut prendre en compte de façon franche et réaliste ces diverses appartenances avec tout ce qu'elles contiennent aussi bien d'enrichissant que de conflictuel.

b) - S'il n'est pas possible — du fait même de la nature du projet — de dessiner de façon précise les formes d'organisation qui doivent être expérimentées de façon très souple, rien ne se créera non plus par génération spontanée. Ce qui est déterminant, c'est qu'un certain nombre de moyens concrets soient fournis autour desquels peuvent se rassembler des militants. De nombreux besoins (informations, échanges, liaisons horizontales permanentes, documentations, liaisons internationales) ne sont pris en charge complètement par aucune organisation existante. Ce n'est que lorsque des instruments adaptés répondront à ces besoins précis que pourra commencer à se structurer un vaste mouvement pour le contrôle ouvrier et populaire offrant un cadre à la diversité des expériences. Préparer dans les meilleurs délais la mise en place de tels instruments en y associant largement des militants d'origines diverses, telle est notre tâche actuelle.

c) - Il ne s'agit pas là d'un « mouvement de masse » au sens habituel du terme. En particulier, il faut se garder de toute vocation concurrente des organisations syndicales — ce qui ne veut pas dire qu'on n'y discute pas des orientations syndicales. Précisément parce que peuvent s'y retrouver des militants aux engagements divers dans les luttes anti-capitalistes, c'est le moyen de rechercher collectivement le débouché politique de ces luttes. Ainsi, c'est un lieu privilégié de la discussion d'un programme de transition articulé avec les batailles actuelles.

3.1.2 - Priorité à la branche ouvrière.

Il est vital qu'un tel mouvement garantisse l'hégémonie ouvrière, et reflète en son sein la manière dont elle est traduite dans les luttes actuelles. A cette fin, il pourrait comprendre plusieurs branches correspondant aux différents terrains de lutte :

a) - la branche ouvrière doit faire l'objet des principaux efforts, dès le départ. Nous avons vécu, avec l'expérience du CLAS, les risques que comportait une structuration de mouvements principalement hors du champ de la produclion, et nous savons que cela peut toujours être la pente naturelle. Il faut dès maintenant préparer le travail avec des militants ouvriers d'appartenances différentes.

b) - il ne faut cependant pas tomber dans l'excès inverse, et confondre « hégémonie » avec « homogénéité ». C'est pourquoi, en fonction des besoins et des possibilités, d'autres branches (école, ville, etc...) pourront naître.

La dynamique ainsi créée par le bouillonnement et l'accélération du mouvement, l'élaboration d'une force politique de type nouveau sera plus que jamais à l'ordre du jour. Les tâches et les structures de cette force se préciseront à partir de la richesse des expériences du mouvement ; dans cette structure collective d'un parti adapté et conforme à un projet autogestionnaire, le PSU à un rôle primordial à jouer.

3.2 - Engager la transformation du PSU.

Poûr franchir une nouvelle étape en relation avec ce mouvement plus large, il faut que le PSU, tout en se renforçant, en manifestant sa volonté d'accueillir de nombreux militants, sache collectivement transformer ses structures et son fonctionnement. Il s'agit là d'un processus d'une autre nature que la simple remise en ordre statutaire immédiatement nécessaire (sur laquelle un rapport spécial sera présenté). Trois préoccupations principales doivent être prises en charge par tout le parti actuellement :

3.2.1. - Faire du secteur Entreprise son axe principal, non plus en paroles, mais dans les faits. Ceci pose à la fois le problème des structures de base, des moyens financiers, des permanents (au moins régionaux) pour le travail entreprises, de façon à ce qu'il ne soit plus un secteur parmi d'autres, mais tout simplement le centre de la vie du parti.

Cela ne veut pas dire que les autres secteurs d'intervention doivent être abandonnés ; au contraire ils doivent être renforcés, mais en même temps beaucoup plus articulés avec le travail entreprises.

3.2.2. -Changer les modes de direction du parti tout en tenant compte des exigences d'efficacité. L'affirmation selon laquelle le parti doit être un « intellectuel collectif » doit prendre tout son sens dans son mode de fonctionnement. Cela veut dire en particulier :

— des directions qui travaillent étroitement avec ceux qui font la vie du parti sur le terrain (principe à mettre en œuvre notamment pour la direction nationale, mais pas exclusivement sans doute) ;

— le dépassement des mécanismes de représentation et de contrôle de type largement parlementaire au profit de relations plus directement inspirées de notre projet autogestionnaire ;

— la recherche de la collégialité dans les organismes dirigeants eux-mêmes.

3.2.3 . - Un effort continu pour mettre en cause, à l'intérieur du parti, le décalque des rapports sociaux tels qu'ils existent dans la société civile. Certes, le parti ne peut pas se constituer en îlot où ces rapports auraient été abolis. Mais il doit les combattre, et se donner les moyens de le faire, ce qui est encore un bon moyen de préparer la révolution telle que nous la concevons. Ainsi doit-il :

— par la formation, combattre les formes de domination culturelle de la bourgeoisie ;

— par les formes de discussion politique , garantir l'expression de chacun ;

— dans son expression, rechercher la diversification des moyens qui permettent de s'adapter à toutes ces « lacunes » possibles (de la bande dessinée à l'audio-visuel...).

— par son organisation, savoir répondre aux besoins réels et diversifiés de la vie militante (de la garderie aux loisirs...)

Tout cela est à préciser en expérimentant. Mais il faut s'y mettre. C'est aussi un moyen par lequel le projet autogestionnaire prendra valeur et crédibilité auprès des masses.

IV — Pour se renforcer, le courant autogestionnaire a besoin d'un programme de construction du socialisme par les travailleurs

Le Conseil National de Paris a mis à l'ordre du jour du IX° Congrès l'élaboration d'un programme dans la perspective de construction du socialisme, tracée par le Manifeste de Toulouse. La Direction Politique Nationale devait engager le travail préparatoire à ce programme ; ce projet a été abandonné de fait, avec le tournant de la politique du parti au printemps 1974, et il est donc hors de question que le IX° Congrès soit en mesure d'adopter un tel programme. Il en va sans doute mieux ainsi, car de quoi aurions-nous discuté, sinon de textes élaborés par de plus ou moins savantes commissions parisiennes ? Or il ne peut s'agir de cela.

4.1.- Le but du programme : constituer un instrument d'une politique posant concrètement le problème du pouvoir

« Les travailleurs ne pourront gérer eux-mêmes l'économie et la société, jeter les fondations d'une économie socialiste et d'une société évoluant vers le communisme qu'après avoir détruit la machine d'Etat bourgeois, brisé la résistance des classes dirigeantes et des forces qu'elles influencent, fondé un nouveau pouvoir dont les objectifs, les moyens et les formes seront radicalement différents de ceux de l'Etat bourgeois » (Manifeste de Toulouse). Le moment essentiel de ce renversement est constitué par la période de double pouvoir qui contient en elle-même l'affrontement entre le nouveau pouvoir que se donnent, de façon autonome, les travailleurs, et l'appareil d'Etat hérité de la domination bourgeoise. La naissance de ce nouveau pouvoir et cet affrontement ne peuvent se produire par génération spontanée. Ils sont produits par la lutte, pour la satisfaction d'objectifs eux-mêmes hérités des luttes précédentes. C'est en ce sens qu'il y a continuité entre les luttes d'aujourd'hui et celles qui conduisent à l'affrontement final à la bourgeoisie, continuité qui était exprimée dans le titre du Manifeste « contrôler aujourd'hui pour décider demain ».

Le rôle du programme est d'expliciter, autant qu'on peut le faire maintenant, ce « pour ». Il a pour fonction de partir des aspirations actuelles, concrètes, immédiates des travailleurs, pour leur faire expérimenter dans l'action et par l'action la nécessité d'attaquer puis de briser les structures du capitalisme, les privilèges et les bastions de la bourgeoisie. De ce fait, il ne peut qu'être révisable, puisqu'il ne peut d'avance prendre en compte toute la richesse en acquis nouveaux que le développement de la lutte de classe peut produire.

Ces précisions — que le programme lui-même devrait rendre évidentes — permettent sans doute de lever les difficultés de vocabulaire, et de le qualifier de « programme de transition », en sachant qu'il ne s'agit, ni du programme de la société de transition au communisme, ni d'une quelconque version de démocratie avancée.

4.2.- Le contenu du programme : exprimer une politique révolutionnaire de masse

La question du programme a jusqu'à présent été abordée par le PSU « par les deux bouts », sans que le lien ait été fait explicitement entre les deux. D'une part, il a élaboré des perspectives essentielles de la société socialiste dans le Manifeste, qui ont le mérite de montrer clairement l'actualité du socialisme autogestionnaire ; d'autre part, il avait adopté en février 1971 un programme d'action qui tentait, selon une procédure nouvelle (les Assemblées Ouvrières et Paysannes) de recenser les objectifs de lutte actuels — ce programme a d'ailleurs été implicitement enrichi au fil des mois par l'action elle-même.

Le problème est donc aujourd'hui d'établir le pont entre l'immédiat et la perspective future. Deux écueils doivent toutefois être évités.

Le premier a trait à la question du gouvernement, qui doit être prise en compte conformément à notre stratégie de double pouvoir. On peut constater aujourd'hui clairement à quelles impasses on est conduit, lorsqu'à partir d'une aspiration révolutionnaire on n'en conçoit plus la solution qu'en termes de gouvernement ; la préoccupation essentielle doit être de donner les moyens et les mots d'ordre de la mobilisation populaire. A l'inverse, ignorer les problèmes de gouvernement constitue une abstraction insensée. Au contraire, le programme doit les éclairer par ses objectifs, en indiquant ce qui est à mettre en œuvre, à soutenir, à imposer ou à rejeter dans l'action d'un éventuel gouvernement constitué par les organisations de la gauche ; il ne peut être « programme de gouvernement », mais il doit constituer le point d'appui essentiel de l'attitude à prendre à l'égard d'un programme de gouvernement ou de l'action gouvernementale elle-même.

Le second écueil concerne l'organisation même du programme. Il ne peut être constitué par la seule juxtaposition d'intensions, par catégorie de problèmes. Trop de programmes des organisations ouvrières se présentent comme des catalogues, même lorsque le catalogue lui-même ne manque pas d'intérêt (c'est le cas par exemple du document du C.N. de la CFDT d'avril 1974 sur les « objectifs de transformation significatifs »), alors que

1) — l'unité du programme doit être constamment fondée sur le rapport de chacun des objectifs avec la stratégie ;

2) — sa nature profondément politique doit être assurée par la cohérence et l'articulation de l'ensemble des objectifs.

L'une et l'autre de ces exigences doivent être satisfaites par le rôle spécifique du parti à l'égard du programme ; c'est là qu'il peut jouer pleinement son rôle d'intellectuel collectif.

4.3 - La méthode :

Ainsi conçu, le programme ne saurait être le produit de la réflexion de cercles restreints. Il suppose au contraire une procédure de discussion publique, impliquant ceux qu'il concerne au premier chef, les travailleurs et tous ceux qui combattent quotidiennement le capitalisme :

- le IXe Congrès doit décider du lancement de cette discussion publique ;

- les cadres de discussion devront être rapidement mis au point avec la collaboration de militants de syndicats ou de mouvements de masse extérieurs au PSU :

- plusieurs circuits de discussion devront être mis en œuvre :

— les lieux et les moments où se développent des luttes sur la base du contrôle :

P.S.U. — Documentation

Numéros disponibles :

N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse 2.00
N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes 2.00
N° 26 Rosa Luxembourg 1.00
N° 27 - 28 La crise du système monétaire international 2.00
N° 42.43.44 Le mouvement révolutionnaire et l'Université 3.00
N° 45 La lutte des femmes dans l'habillement et le textile 1.50
N° 51 Le recrutement 1.00
N° 52.53.54 Quand les patrons vont à l'école 3.00
N° 55 L'exploitation capitaliste 1.00
N° 62.63.64 Le Capitalisme et la Fiscalité 4.00
N° 65 - 66 Matérialisme Dialectique et Matérialisme Historique 2.50
N° 67.68.69 Capitalisme et Consommation 4.00

Abonnement : 20 N° F 30.00
A adresser à :
Editions Syros
9 Rue Borromée. 75015 Paris
C.C.P. 19 706 28 Paris

Dossiers de formation

N° 5 Les stratégies du Mouvement Ouvrier
N° 6 Vie, animation et structures du P.S.U.
N° 7 Lutte, Contrôle et Autogestion, les réponses du P.S.U.

La série des 3 N° : F 8.00
Commande et règlement à adresser à : Edition Syros

Vient de paraître

Coopération ou néo-colonialisme ?
PSU-Documentation n° 70 - 71 - 72 - 36 pages - 4 F - en vente à Syros - 9, rue Borromée - Paris 75015.

— les assemblées-débats, à tous les niveaux, où seront discutées les conséquences de la crise actuelle ;

— les structures naissantes du mouvement large, que cette discussion même aidera à se développer :

● l'intervention du parti consistera à rassembler à tous les niveaux le produit de cette discussion, et de travailler à sa cohérence stratégique et politique. Le résultat final de ce travail sera lui-même retransmis auprès de tous ceux qui auront, à des titres divers, participé à son élaboration :

● un Conseil National Extraordinaire ou un Congrès sanctionnera, dans un an au plus tôt, l'ensemble de ce processus par l'adoption du programme. Il se substituera à la partie du Manifeste (pages 159 à 188) qui en constitue l'embryon.

rapport politique sur l'activité de la direction nationale depuis le 8ème congrès (1) :

Les propositions du courant des Assises n'ont de sens, cela va de soi, que si conformément à notre demande exprimée dans l'adresse aux militants du PSU le 26 octobre, la Direction Politique Provisoire ne maintient pas son refus de faire figurer à l'ordre du jour du Congrès un débat sur les Assises du Socialisme et les leçons que chacun en tire dans le Parti. Nous avons par ailleurs demandé que les militants puissent délibérer sur le rapport d'activité de la majorité de la DPN issue du Congrès de Toulouse. *

Décembre 72 : Le Manifeste « Contrôler Aujourd'hui pour décider demain » adopté par le 8ème Congrès à la majorité de 80 % devient la loi du Parti. Après une période difficile, marquée par le Congrès de Lille en Juin 71, où le PSU, au travers de déchirements successifs, a vécu en son sein les débats de l'extrême gauche, l'adoption du Manifeste marque la fin de la période de crise et le début d'un renouveau dont les effets vont se faire rapidement sentir. En faisant le choix du socialisme autogestionnaire comme projet de société et du contrôle ouvrier et populaire comme axe stratégique, le PSU innove en même temps qu'il rompt avec une certaine logomachie révolutionnariste. La majorité de Lille et le BN qui en est issu, qui ont voulu et rédigé la majeure partie de ce texte fondamental, constatent l'accord très large qui se réalise alors, et le Bureau National s'ouvre à de nouveaux membres : André BARJONET, Pascal DORIVAL, puis Philippe SIMON, Michel MOUSEL et Bernard RAVENEL. Cet accord n'est pas exempt d'ambiguïté, et tous n'ont pas forcément la même lecture du Manifeste : on le voit à propos du débat sur l'Etat. Il reste que ceux qui l'ont écrit trouvent plaisant que des jugements de haute trahison soient aujourd'hui portés contre eux au nom du Manifeste. Il n'empêche que le parti sort grandi du Congrès de Toulouse, et idéologiquement bien armé. Les élections de mars 73 sont la première et redoutable épreuve qui attend les militants du PSU, leur pratique militante et leurs acquis théoriques. La bataille est engagée sur la ligne du Manifeste : si elle est perdue sur le plan électoral, elle constitue pourtant une première avancée significative par la confrontation théorique et militante qu'elle permet.

Elle est perdue sur le plan électoral : l'alliance PC/ PS/ Radicaux de Gauche, concrétisée par le Programme Commun, laisse peu de place à l'affirmation autonome d'une autre ligne de gauche. Un grand espoir d'en finir avec un régime discrédité s'est levé dans le pays. Cet espoir repose sur l'aspiration unitaire des masses : même s'il est peu mobilisateur par son contenu, le Programme Commun correspond, du seul fait de son existence, à cette exigence unitaire. Les travailleurs voteront utile : les scores électoraux du PSU seront nettement plus faibles qu'en juin 68. Michel ROCARD perd son siége des Yvelines, et la victoire d'Yves LE FOLL dans les Côtes du Nord permettra seule que soit préservée une représentation parlementaire pour le PSU.

Pourtant la campagne des législatives n'aura pas été inutile, loin de là. Les réunions et meetings du PSU sont partout très suivis, souvent passionnants. La ligne du Manifeste est testée auprès des travailleurs, et ce test est largement positif. Les meetings unitaires du 2ème tour permettent d'élargir l'audience du PSU. Le débat sur l'autogestion est désormais lancé dans le mouvement ouvrier français : il ne cessera plus de se développer. Aux lendemains de ces élections, et en tenant compte de leur enseignement, les tâches du PSU pour la période qui s'ouvre peuvent être clairement définies : le PSU doit se situer par rapport au mouvement social sur le terrain des luttes, en s'efforçant de faire prévaloir les mots d'ordre et la pratique du contrôle ouvrier et populaire. Il doit aussi, pour assurer sa crédibilité aux yeux des travailleurs, se situer clairement dans le champ de l'unité populaire, aux côtés des autres forces du mouvement ouvrier. Il doit enfin contribuer à construire et à développer, sur la base des orientations du Manifeste une force autogestionnaire puissante et crédible.

C'est sur ces trois axes, et sans en privilégier l'un ou l'autre, que se situera l'action du BN pendant toute la période qui court de mars 73 à octobre 74. C'est sur ces trois axes que le BN et la DPN s'efforceront d'engager l'action du PSU.

Le contrôle ouvrier et populaire

Le mouvement lycéen, qui éclate au printemps 73, à propos de la loi Debré (abrogation des sursis) illustre le profond malaise d'une classe d'âge qui conteste radicalement le système social, sans se reconnaître pour autant dans la démarche distributive du Programme Commun. Le PSU va s'efforcer, dans cette période, de donner un contenu à la révolte lycéenne, comme au malaise plus général de toute une génération. De la même façon, ses militants s'investissent dans toutes les luttes, souvent qualifiées de marginales, et qui s'ancrent pourtant dans la réalité du vécu quotidien : les luttes des femmes pour la libéralisation de l'avortement et le droit à la contraception (notamment autour du MLAC et de l'interdiction du film « Histoires d'A »), les luttes des immigrés (contre la circulaire Marcellin-Fontanet), les luttes de quartier contre la spéculation immobilière (Balkany, etc), le contrôle des charges locatives (ZUP de Brest) etc.

Mais c'est bien sûr le long conflit de Lip qui illustre le mieux à la fois la validité du mot d'ordre de contrôle et la capacité d'intervention collective d'un parti qui va se mobiliser tout entier pour soutenir l'action des travailleurs de Besançon. Nous disons bien : tout entier. S'il est absurde d'affirmer, comme l'a dit un peu rapidement Christian Guerche à la tribune du conseil d'Orléans, que « c'est le PSU qui a fait LIP », il est vrai de dire en revanche que l'action du PSU a été essentielle pour assurer le développement et un débouché victorieux au conflit. Et personne aujourd'hui ne saurait s'attribuer un quelconque droit de propriété sur « l'affaire LIP » : à cet égard, ceux qui ont voulu opposer, avec toute la démagogie afférente, « le parti de Charles PIAGET et le parti de Michel ROCARD » ont porté rétrospectivement un coup de poignard dans le dos des travailleurs de Lip. Nous affirmons au contraire avec force que la lutte des Lip n'a été ce qu'elle a été, et que l'intervention dans cette lutte du PSU n'a été ce qu'elle a été, que parce que le parti savait être jusqu'à maintenant à la fois « le parti de Piaget et le parti de Rocard ». Charles Piaget lui-même pourrait en témoigner.

Dans la même période, d'autres conflits significatifs ont eu lieu — comme à Péchiney-Noguères ou à Cerizay. La façon dont le PSU les a pris en charge pose à l'évidence les problèmes de la capacité — simplement matérielle — de l'intervention du parti, et de ses limites. A cet égard, nous avons obligation de nous interroger: le PSU a pu « tenir » le conflit Lip, pendant toute sa durée, au prix d'un investissement militant et matériel considérable. Un autre Lip pendant la même période aurait été « intenable » pour le parti. Que les camarades qui répètent, sur le mode incantatoire, « un, dix, cent Lip », comme d'autres disaient « un, dix, cent Vietnam », en refusant par ailleurs de se donner les moyens d'élargir les bases politiques et organisationnelles de la prise en charge de ces luttes, pour accroître les capacités d'action, que ces camarades s'interrogent sur le sérieux de leurs propositions.

Le champ de l'unité populaire

Là encore la leçon de Lip doit être tirée toute entière, et non seulement la partie qui convient le mieux à tel ou tel courant du Parti.

La capacité offensive de la stratégie de contrôle est l'élément déterminant qui a permis la victoire des travailleurs de Lip. Mais tout aussi déterminante a été, durant tout le conflit, même aux périodes les plus dures, la capacité qu'ont montré les Lip à préserver leur unité. Unité conflictuelle, bien sûr, où l'affrontement a souvent été rude, à l'image de ce que peut être la

---

* *La déclaration liminaire du « courant des assises » appelle deux observations :*

— le compte-rendu sur les Assises du Socialisme constitue un des éléments du Rapport de la Direction Politique Provisoire en charge du parti au moment de la tenue des Assises.

— au surplus nul ne peut imaginer qu'un débat ne s'ouvrira au congrès sur le rapport et sur les assises.

recherche de l'unité d'action à l'intérieur du mouvement ouvrier.

Cette recherche, le PSU l'a pratiquée sans relâche pendant toute la période de déc. 72 à oct. 74. Il l'a pratiquée en cherchant à chaque occasion à dégager les objectifs unifiants les plus larges, sur des bases clairement anticapitalistes, avec les autres organisations du mouvement ouvrier français. Ce fut le cas à propos du Chili, pour l'organisation du soutien unitaire à la Résistance Chilienne. Ce fut le cas en novembre 73, au moment de l'accord sur la vie chère. Ce fut le cas à propos de l'ORTF, dans la recherche d'une action commune contre le démantèlement de l'Office. Dans tous ces cas, le PSU n'a jamais renoncé pour autant à apparaître sur ses propres bases et à défendre ses propres propositions, lorsque l'accord obtenu avec les autres ne lui paraissait pas suffisant. L'unité d'action n'a ainsi jamais été contradictoire avec l'expression autonome du parti et de ses propositions (cf. notamment la conférence de presse du BN et les déclarations de la DPN sur l'ORTF et le service public de l'audiovisuel. Cf. aussi les différentes prises de parole et questions écrites ou orales d'Yves LE FOLL à l'Assemblée Nationale).

De la même façon, le PSU n'a jamais renoncé à son rôle de trait d'union, chaque fois qu'il était possible, entre la gauche et les diverses organisations et sensibilités de l'extrême-gauche. Le rôle que nous avons joué, à la fin de juin 73, au moment de la dissolution par Marcellin de la Ligue Communiste a été significatif à cet égard (2). De même que notre participation au Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du Peuple Chilien, conçue comme complémentaire, et non contradictoire, avec notre participation au « Comité des 18 ».

Ce souci de recherche unitaire, conforme au désir unitaire des masses et dans la perspective qui était celle de la période, celle d'une prise de pouvoir par la Gauche, s'est traduit notamment au cours de notre Conseil National de Paris en novembre 73. C'est à cette occasion que, sur proposition du BN et de la majorité de la DPN, le parti a mandaté ses dirigeants pour qu'ils recherchent la possibilité d'un pacte d'unité d'action anticapitaliste avec nos autres partenaires de la Gauche. Cette volonté politique, exprimée par 70 % des mandats, a eu notamment pour conséquence l'ouverture d'un long dialogue « au fond » avec le PCF. Ce dialogue a été mené fort loin et a permis des avancées significatives : la mort de Pompidou et les choix stratégiques actuels du PCF (l'union du peuple de France) n'en ont pas permis la conclusion. Ce n'est pas notre fait, et nous le déplorons.

Mais c'est à l'occasion de cette campagne des présidentielles que nous nous somme trouvés confrontés à la nécessité de faire passer très vite, et très clairement, ce choix unitaire dans les actes. Là encore, on a pu s'apercevoir qu'à Paris, au cours du conseil national de novembre 73, tous n'avaient pas voté la même chose — et que le choix tactique de certains ne résistait pas à la pression des faits. La pression des faits, en mai 74, c'était la possibilité d'une candidature unique de la gauche en la personne de François MITTERRAND et telle était bien la volonté de la grande masse des travailleurs de ce pays, comme la démontré la dynamique de la campagne. Certains de nos camarades ont refusé de le comprendre et se sont battus — avec le soutien externe déchainé de toute une extrême-gauche qui voyait là la possibilité d'échapper à ses contradictions — (cf. notamment le rôle de Libération, ou surtout de Politique-Hebdo), pour la candidature de Charles Piaget. Ce choix a été clairement repoussé par le parti au conseil extraordinaire de Colombes le 15 avril. Une minorité a alors logiquement choisi de quitter le parti et s'est organisée dans le cadre d'un prétendu PSU-MAINTENU (Behar-GOP), alors que la majorité du courant pro-Piaget (Mousel-Leduc-Craipeau) choisissait au contraire de se rallier à la candidature MITTERRAND — en faisant tout pour vider cette décision de son sens : c'est ainsi que l'on vit la fédération de la Région Parisienne notamment, s'appuyant sur le thème de la campagne autonome, mener en fait une campagne en contradiction avec le choix politique du parti (affiches ambiguës sur le thème : « LA VICTOIRE ET APRES ? » Création des « COMITES DU 20 MAI » et du journal du même titre, etc.) ; en privilégiant le deuxième volet de notre mot d'ordre « TOUT POUR LA VICTOIRE, TOUT POUR DONNER UN SENS A LA VICTOIRE », en abandonnant même le premier, ces camarades rejoignaient plutôt la campagne KRIVINE/ LAGUILLER, du moins dans ses effets, que la campagne menée par la majorité du parti. D'ores et déjà, le choix de ces camarades était clair et s'est concrétisé par la suite : il s'agissait tout simplement de renverser la direction politique et de prendre le contrôle du parti dans l'objectif, encore inavoué mais transparent, de rechercher avec l'extrême-gauche les conditions de la création d'un « grand parti révolutionnaire » en opposition avec les partis réformistes, dans une stratégie de débordement qui est l'antithèse de ce qu'avait décidé le conseil National de novembre 73.

La suite des présidentielles allait démontrer que, sous le sigle PSU, c'était bien deux lignes contradictoires qui s'affrontaient. La mécanique des Assises, lancée par l'appel de François MITTERRAND le 25 mai, par la DPN du PSU le 26 mai, la déclaration du BN de la CFDT le 27 mai, puis par l'appel du 11 juin contenait *dès le départ* (qu'on relise ces différents textes) non la décision d'une fusion avec le PS — comme l'ont répété à l'envie les camarades de l'actuelle DPP — mais bien la décision de rechercher ensemble si les conditions théoriques stratégiques et militantes d'un regroupement organisationnel pouvaient être réunies. La DPN et le BN n'ont jamais dit autre chose — et les camarades mandatés pour travailler au sein du Comité d'organisation des Assises n'ont jamais, conformément à leurs mandats, œuvrés à autre chose qu'à la réalisation des conditions de cette confrontation théorique, stratégique et militante. Il n'a jamais été question, dans ce Comité d'Organisation — et nous l'affirmons solennellement — du moindre commencement de débat proprement organisationnel, ceux qui ont dit le contraire ont tout simplement menti (comme Philippe SIMON à la DPN du 15 septembre et cherché à tromper le parti).

Profitant d'un désarroi indéniable de la base devant l'accélération des choix et des initiatives, ils sont d'ailleurs parvenus à leur fin au cours du conseil national d'Orléans, où le parti a, de fait, éclaté, sans que le débat ait pu réellement avoir lieu entre les délégués des fédérations.

La construction d'une grande force socialiste autogestionnaire

C'est le troisième axe de l'action du BN et de la DPN issus de Toulouse pendant toute la période. Le choix théorique de l'autogestion étant fait par le Congrès, il restait encore à créer les conditions d'une possibilité d'imposer ce choix dans les faits.

Le chemin parcouru à cet égard depuis l'hiver 72 est spectaculaire. Qu'on se souvienne du scepticisme général qui entourait — dans l'opinion publique, et notamment la presse — le seul terme d'autogestion. Qu'on se souvienne des attaques du PCF (« une chimère ») comme du flou et de l'imprécision que recouvrait alors la notion même d'autogestion.

Au fil des mois, grâce au travail d'explication du PSU, grâce à son effort pour provoquer des rencontres et des débats sur ce thème, grâce aussi à la lutte des Lip — la notion d'autogestion s'est clarifiée et affirmée jusqu'à devenir, dans le texte d'identité des Assises, « la clé de voûte » autour de laquelle les trois composantes des Assises affirment vouloir bâtir le socialisme en France.

Pendant toute cette période, le PSU s'est constitué en un pôle de rassemblement d'un certain nombre de militants et d'organisations (Associations familiales, GAM, Vie Nouvelle, MRJC, JEC) et de mouvements politiques (AMR, CIC, OS) qui ont pris l'habitude de travailler avec lui au sein du CLAS (Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste). C'est ainsi que furent organisés deux colloques, l'un en janvier 73 sur Autogestion et Révolution Socialiste, par 4 revues (Critique Socialiste, Politique – Aujourd'hui, Objectif Socialiste, Autogestion et Socialisme) et en mai 73 sur Autogestion et Organisation politique par les organisations politiques du CLAS. Après le conseil de novembre 73, qui posait le problème du dépassement du CLAS en un grand « Mouvement de l'Autogestion Socialiste », les CIC décidaient de franchir un pas de plus et s'intégraient alors au PSU — quatre sièges leur étant offerts à la DPN. Là encore, ce regroupement masquait certaines ambiguïtés qui sont apparues par la suite.

Le dialogue était constant également avec la CFDT — et se traduisait notamment par l'organisation des « colloques autogestion » au printemps et à l'automne 73, auxquels étaient associés tous ceux qui se réclamaient de l'autogestion : Parti Socialiste et Organisations du CLAS.

Mais le problème de la force politique restait posé — et il apparaissait clairement que le seul PSU ne pouvait pas, par un développement linéaire, apporter une réponse. Il fallait donc raisonner en termes de restructuration du mouvement socialiste français — et cette façon de poser le problème obligeait du même coup à tenir compte d'un PS en plein renouveau, sinon dans ses structures et son appareil, au moins au niveau de son recrutement militant et de son rayonnement dans l'opinion publique. L'évidence était en effet sous nos yeux : alors même que les thèmes autogestionnaires et la pratique d'une stratégie de contrôle s'imposaient de plus en plus sur le terrain des luttes sociales, la capitalisation politique, et notamment électorale, ne se faisait pas à notre profit, mais bien à celui du PS — seule force politique crédible à gauche, hormis le PCF, aux yeux des travailleurs. Dans le même temps, l'extrême-gauche s'affaiblissait constamment, et de débats en scissions, apparaissait de plus en plus comme une mosaïque de chapelles à l'évidence étrangères au mouvement des masses.

La campagne de François MITTERRAND allait encore accentuer cette situation objective. Elle allait aussi ouvrir de nouvelles perspectives : en situant d'emblée sa candidature « au confluent des deux grands courants de la gauche, le courant du programme commun et celui du socialisme autogestionnaire », François MITTERRAND se plaçait en situation d'être vraiment le candidat de toute la Gauche, et ouvrait pour l'avenir les possibilités de la restructuration nécessaire.

On connaît la suite, et la réponse favorable du PSU, de la CFDT, et de la quasi-totalité de nos partenaires du CLAS (AMR exclue). Par la mise en œuvre de la démarche politique des Assises, la possibilité s'ouvrait d'inscrire le courant du socialisme autogestionnaire dans une perspective de masse sur une base de classe: Les assises elles-mêmes, les 11 et 12 octobre, précédées par de nombreuses réunions et confrontations locales, confirmaient la volonté commune des participants de s'engager dans la construction d'un parti nouveau,

« le parti des socialistes » selon la formule de Mitterrand. Nous sommes sûrs que cette volonté correspond à l'espoir et à l'attente des masses. Au-delà des péripéties internes d'un PSU à qui certains ont fait choisir, à Orléans, la voie du retour au passé, nous continuons à penser que notre démarche politique est la seule qui incarne l'avenir, tout en préservant les acquis du PSU.

(1) A ce rapport seront adjointes ultérieurement de nombreuses annexes sur les principaux points et les grands secteurs d'activité : on ne trouvera donc ici que la ligne politique dont les documents annexes montreront l'application concrète.

(2) Ce rôle a été facilité par la décision prise par le PSU à la mi-juin 73 de participer à une manifestation sur les libertés avec le PC et la CGT, alors que le PS et la CFDT attendaient octobre pour participer à une autre manifestation sur ce thème.

projet de résolution

Dans les 20 ans qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, le capitalisme est apparu comme le passage obligé de toute société dans sa marche vers le progrès et l'abondance. Depuis quelques années, le système capitaliste apparaît mieux pour ce qu'il est : un mode de domination et d'exploitation qui assure à la bourgeoisie des pays riches un contrôle national et international sur tous les centres de décision politiques et économiques comme sur toutes les forces de création, d'innovation et de production ; le pillage et le gaspillage des ressources naturelles les plus diverses et les plus essentielles à la vie de l'homme ; une puissance d'aliénation considérable, qui fait perdre aux individus et aux collectivités de base leur identité sociale et culturelle, ainsi que leur « droit à la différence ». Développement des firmes multinationales, soumission des Etats bourgeois à l'impérialisme américain, standardisation des modes d'information et de communication au profit des intérêts privés, prolétarisation de nouvelles couches sociales (dans l'agriculture, le commerce, les services, etc...), telles sont les réalités du capitalisme aujourd'hui. Dans un tel système, l'inflation, loin d'être une aberration, est au contraire le régulateur principal des conflits économiques et sociaux :

— Elimination des petites et moyennes entreprises qui ne peuvent s'intégrer au régime de sous-traitance ou de grande production.

— Contrôle du marché et des mécanismes de distribution par les grandes firmes.

— « Assistance » temporaire aux victimes des mutations capitalistes : chômeurs, petits capitalistes, rentiers, personnes âgées, etc...

— Oppositions aux revendications des travailleurs par le blocage relatif des salaires, la menace sur l'emploi ou des compensations financières (cf. les accords syndicats-patronat sur le chômage) vite résorbées par l'inflation.

Cette situation provoque de lourdes difficultés pour le capitalisme sur le plan social et lui impose en contrepartie un impérieux besoin de stabilité politique : on le voit sur le plan international comme sur le plan intérieur. Les revendications nouvelles des pays dominés pour le contrôle de leurs richesses naturelles mettent en cause l'équilibre géopolitique hérité de Yalta. C'est le but unique de la politique de Kissinger que de maintenir cet équilibre, en éliminant par tous les moyens les facteurs de tension, qu'il s'agisse des séquelles idéologiques de la guerre froide aux Etat-Unis (voyage à Pékin, problème des juifs soviétiques, Cuba), de la guerre du Proche Orient, ou de Chypre (où il n'hésite pas à rallumer le conflit pour ramener l'équilibre), de la répression des gouvernements anti-impérialistes ou des mouvements de libération nationale (Chili). Sur le plan intérieur, cette exigence de stabilité a aussi provoqué l'élimination de Nixon, de Brandt, et en France de l'héritage gaulliste, trop confus et fragile, d'abord sous Pompidou puis avec Giscard.

De ce fait, la lutte des classes est portée à un degré plus élevé que jamais ; on l'observe à l'échelle planétaire (à travers les conflits entre pays « producteurs » et pays « consommateurs », ou dans les mutations que l'on enregistre en Afrique, en Asie, en Amérique Latine) ; on le voit dans les pays industrialisés qui ne sont pas encore totalement intégrés à l'impérialisme dominant. En France et en Italie notamment, les classes ouvrières se montrent très combatives en même temps que s'élargissent les possibilités d'alliance. Dans de nombreux pays, la domination capitaliste et impérialiste est battue en brèche, les forces populaires marquent des points importants ; c'est évident au Portugal et en Grèce, c'est possible en Espagne et en Turquie ; non seulement en Yougoslavie mais aussi dans certains pays de l'Est (Roumanie, Hongrie), des évolutions positives sont également en cours.

En France dans la dernière période, les luttes sociales ont été caractérisées par une double volonté :

— celle de l'unité, l'unité populaire à la base comme entre les organisations où se reconnaissent les travailleurs

— celle du contrôle, dans les thèmes et les formes de lutte.

Sur le plan politique, le développement de la lutte des classes pose deux questions :

— celle de la gauche, parce que les organisations ouvrières s'y reconnaissent pour l'essentiel ;

— celle du socialisme, parce que la lutte anti-capitaliste implique un projet et une stratégie de rupture afin de ne pas être condamnée à l'échec.

La liaison entre luttes politiques et luttes sociales implique par conséquent la prise en compte

— de l'union de la gauche, parce qu'elle est la réponse la mieux adaptée au système politique tel qu'il est ;

— du socialisme autogestionnaire, parce qu'il lie étroitement la volonté de contrôle qui apparaît dans les masses et les exigences de la prise du pouvoir.

Pour des militants socialistes conséquents avec les nécessités actuelles de la lutte des classes, il n'y a donc rien de plus urgent que de rechercher les moyens d'une offensive politique contre le pouvoir en place sur cette double base. Il faut pour cela résoudre la contradiction issue de la dernière période.

— c'est sur la base du « programme commun » que s'est réalisée l'union de la gauche au niveau des masses

— c'est sur la base du « socialisme autogestionnaire » qu'il est possible de réaliser un front de classe anti-capitaliste suffisamment large et offensif.

La candidature de François MITTERRAND, dans les conditions où elle s'est réalisée, a constitué une première réponse à cette contradiction. C est dans son prolongement qu'il convient tout naturellement de rechercher une réponse plus forte et plus durable.

L'appel de François MITTERRAND, le 25 mai, appuyé aussitôt par la DPN du PSU et par le Bureau National de la CFDT, complété ensuite par l'appel du 11 juin, a ouvert la voie à un rassemblement des socialistes dans le cadre d'une stratégie d'union de la gauche et dans la perspective du socialisme autogestionnaire. Les Assises Nationales du Socialisme, réunies à PARIS les 12 et 13 octobre ont montré qu'un tel rassemblement était possible, à deux conditions :

— l'accord sur un texte d'identité, qui propose tout à la fois une analyse du capitalisme, un projet de société et une stratégie pour y parvenir : cet accord s'est fait dans la commission d'organisation des Assises, entre les trois composantes, sur la base du texte « Pour le Socialisme ». Celui-ci n'est évidemment pas intangible dans le détail, mais ses grandes orientations ne peuvent être remises en cause.

— la recherche d'une pratique commune dans les secteurs essentiels de l'action militante, c'est le but des « carrefours », de leur préparation locale et régionale comme des prolongements qu'ils peuvent avoir.

La tenue des Assises, leur retentissement national et international, toutes les rencontres qu'elles ont permises montrent l'importance de l'enjeu : en devenant la grande force socialiste et autogestionnaire dont le mouvement ouvrier a besoin, un « parti des socialistes » permettra de créer des conditions très supérieures pour l'articulation nécessaire entre la mobilisation populaire et l'action d'un gouvernement de gauche. Par son alliance étroite avec le Parti Communiste, sans mettre en cause les accords déjà passés, mais en les portant au contraire à un niveau supérieur, un tel Parti rompra plus facilement avec les orientations social-démocrates dont on connaît les impasses par l'exemple anglais ou allemand.

Pour la formation de ce parti des confrontations pratiques et théoriques sont nécessaires sur le contenu de l'union de la gauche comme sur la ligne du socialisme autogestionnaire. Les Assises ont permis de les ouvrir, mais elles doivent encore se développer. On ne peut néanmoins en attendre l'issue complète et définitive. La formation du « parti des

socialistes » doit se faire dès que possible, en fonction de l'attente des masses et non de dosages subtils entre les uns ou les autres. Dès le début de l'année 75, en raison notamment du Congrès décidé par le Parti Socialiste pour les 1er et 2 février, la jonction peut se réaliser entre les trois composantes des Assises du Socialisme.

Cette jonction doit se faire à tous les niveaux, national, régional, départemental et local, compte tenu des formes d'organisation propres à chaque composante. Elle doit se faire sous le contrôle des militants. Le Parti qui réunira les militants des trois composantes et s'ouvrira à tous ceux qui entendent donner au socialisme autogestionnaire les bases de masse et de classe qui lui sont indispensables, devra prendre notamment en charge les acquis essentiels du PSU, ceux du Manifeste de Toulouse et de la pratique militante qu'il implique. Son organisation devra être cohérente avec son projet et sa stratégie :

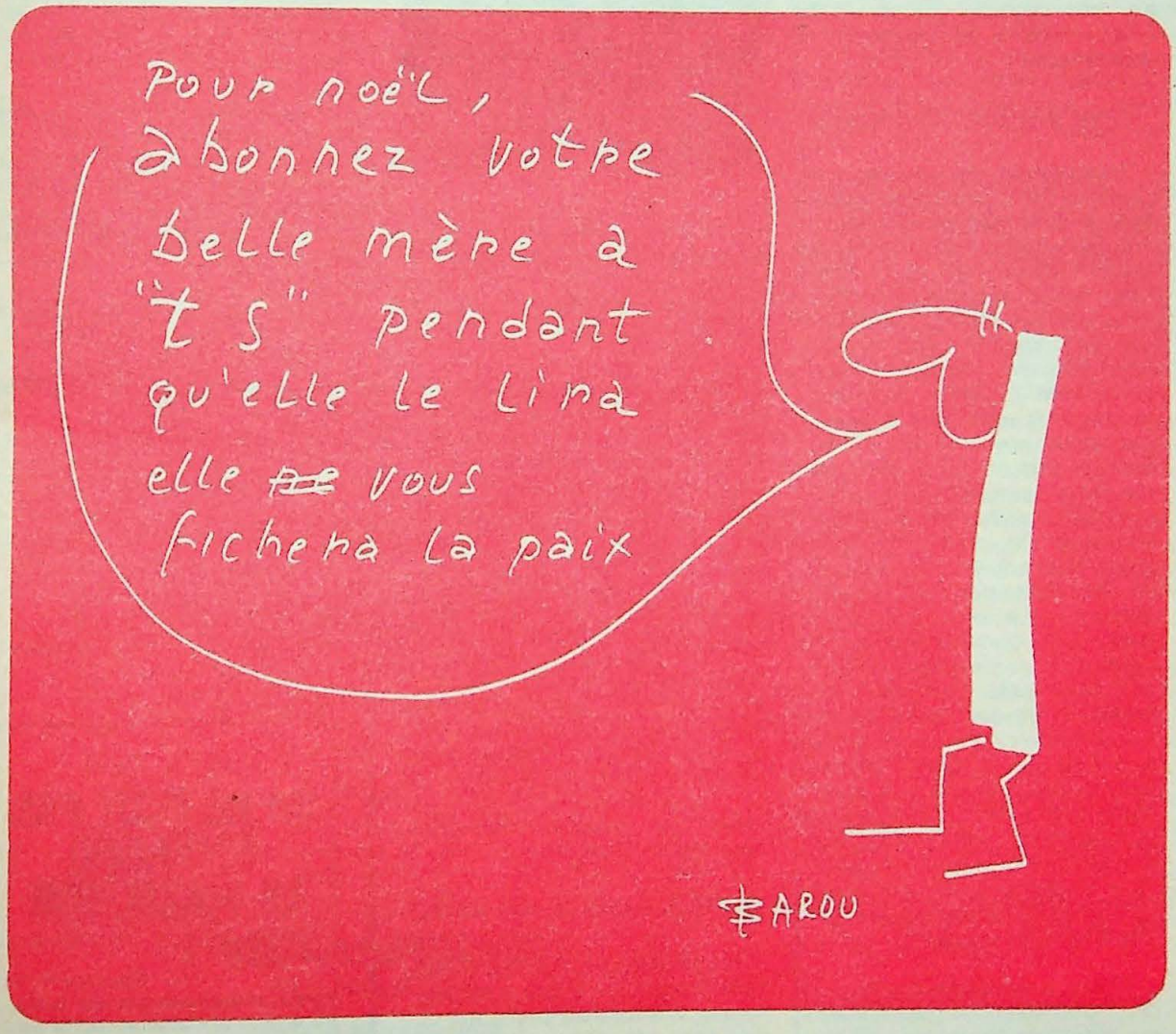
— priorité aux secteurs de production industrielle et agricole, pour lui assurer la base sociale nécessaire ;
— constitution de grands secteurs militants qui correspondent aux aspects essentiels de la vie et de l'action ;
— prise en charge des réalités régionales ;
— large diffusion des initiatives et des propositions ; communication entre les groupes ; prise en compte de l'action des groupes et des mouvements dans l'élaboration des orientations politiques.

Le rassemblement dans un même parti implique deux actions conjointes :

1 — la vérification à tous les niveaux que peut se développer une pratique commune entre les militants concernés, sur la base d'un même projet politique : la poursuite des assises locales et régionales, les rencontres militantes dans la ligne des « carrefours » des Assises Nationales, l'ouverture de larges possibilités de rencontre et de débat doivent permettre cette vérification.

2 — La définition des bases matérielles et politiques de l'organisation commune, avec les négociations nécessaires entre les secteurs intéressés.

Ces deux actions conduisent à rechercher des jonctions étroites entre les militants du PSU et ceux de la « Troisième Composante », qui, par nature, exprime le mieux les chances et la volonté d'un renouvellement en même temps que d'une unification. Ainsi seraient facilitées les jonctions organisationnelles qui devront être réalisées avec les militants du Parti Socialiste.



DÉCOUVERTE ET CULTURE
Loisirs
325.00.09 - 633.77.78

PROPOSE POUR NOEL

10 jours de ski

du 22.12 au 2.1.75
au MORILLON (SAMOENS)
(chambres de 4 à 6 lits)

Pension complète

589 F

D'autres séjours sont prévus en février et à Pâques.

Bon à découper et à retourner
à D.C.L.
94 rue N.D. des Champs - PARIS 6ème

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
.....

POUR PRENDRE CONTACT

— Vous voulez entrer en contact avec les militants P.S.U. de votre quartier ou de votre lieu de travail.

— Vous voulez être tenu au courant de nos initiatives et de nos campagnes.

— Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée 75015 Paris.

Nom .....

Adresse .....

.....

Profession .....

BULLETIN D'ABONNEMENT

Un nom : .....

une adresse : .....

et un chèque de 80 F.
(pour 6 mois : 45 F - Soutien 120 F).

T.S. **9, rue Borromée - 75015 Paris**
CCP PARIS 5.826.65

la justice, le mouton et les grévistes

Mercredi 20 cinq paysans travailleurs de Loire-Atlantique, tous du canton de la Chapelle sur Erdre, sont passés en jugement devant le tribunal de Nantes.

Le pouvoir ne frappe pas au hasard. Les cinq inculpés, Jean Bréhéret, André Chatelier, Jean Durand, Pierre Gallon, Joseph Potirou, sont poursuivis pour vol et recel à la suite des manifestations syndicales de juillet dernier, destinées à alerter l'opinion sur les problèmes des producteurs de viande. Pendant la manifestation du 19 juillet, un groupe important d'agriculteurs avaient bloqué un camion frigorifique et distribué la viande de porc qu'il contenait dans les quartiers populaires du Chêne des Anglais et du Bout des Près.

Les responsables syndicaux, FD-SEA et paysans-travailleurs, de la région avaient publié un communiqué expliquant le sens de cette action. « **Le pouvoir, par l'intermédiaire des firmes, pille légalement le travail des paysans en maintenant ou en diminuant les prix à la production du porc et de la viande bovine, tout en laissant ces mêmes prix augmenter à la consommation** ». Ils affirment qu'aucun paysan n'a volé ou recelé de la viande.

Le choix des cinq inculpés est clair. Il faut désigner des responsables. Déjà, en 1969, Jean Bréhéret avait été condamné à 4 mois de prison avec sursis, pour avoir « retenu » Olivier Guichard, alors ministre de l'Agriculture, avec un groupe de paysans, sur le bord d'une route afin de dialoguer avec lui.

La riposte des agriculteurs est générale et s'appuie aussi bien sur le syndicat de la Magistrature, le comité d'action des prisonniers, que sur les centrales ouvrières CGT - CFDT de la région qui appellent à des débrayages et à une manifestation de solidarité.

Un peu partout, les paysans se présentent en groupe dans les gendarmeries en se déclarant solidaires des actions menées cet été.

D'autre part, le 19 novembre, jour de grève nationale, les paysans-travailleurs de Charente-Maritime ont affirmé à leur façon leur solidarité avec les travailleurs en grève. Ils veulent en outre soutenir les cinq inculpés, dénoncer une fois de plus le scandale de la viande (importations et différences des prix à la production et à la consommation). Ils organisent donc ce jour là des « barrages surprise » sur l'une des routes du département afin d'intercepter l'un des nombreux camions qui transportent la viande importée. Pendant que des tracts d'explication sont distribués aux automobilistes, des boites de foie importées d'Argentine et un mouton sont rapidement « extraits » d'un camion. La viande a ensuite été distribuée aux travailleurs en grève qui participaient à un meeting a Saintes. ■

Avortement

Le « libéralisme » à la Giscard

Il est toujours dangereux, pour les responsables d'un ordre social, de laisser s'approfondir un trop large fossé entre l'évolution des moeurs et la loi. Il fallait donc une réforme de l'avortement. Elle sera discutée le 26 novembre au Parlement. On libéralise à tour de bras paraît-il. Mais à côté de certains éléments positifs, la loi a accumulé toute une série de dispositions restrictives qui les vident en grande partie de leur substance. Et encore, ne s'agit-il que d'un projet de loi, susceptible donc d'être fortement édulcoré par des députés moins « à la page » que le président de la République.

Une série d'entretiens

Pendant les dix premières semaines de grossesse, toute femme qui désire avorter peut aller trouver un médecin pour avoir un premier entretien avec lui (encore faut-il que l'avortement ne pose pas de problème à celui-ci). Il lui faut ensuite se rendre dans un organisme social pour avoir un second entretien, obligatoire et singulier, avec des conseillères, assistantes sociales, qui l'informeront des risques de l'avortement, des possibilités d'adoption, et qui, en fait, tenteront de la dissuader. Si, malgré ces pressions, elle maintient sa décision, elle ne pourra pas avorter immédiatement. La loi lui impose, en effet, une semaine de réflexion au cours de laquelle elle se débattra dans la solitude, l'isolement, et le sentiment de culpabilité que les « autorités » médicales auront essayé de lui inculquer. C'est seulement après ce délai que, munie d'une attestation prouvant son passage chez un médecin et dans le centre, elle pourra se rendre dans un centre hospitalier, public ou privé, où elle devra signer une demande d'avortement.

Il faudra certainement avoir le cœur bien accroché pour affronter ces différents obstacles. Mais enfin toute femme qui désire vraiment avorter pourra le faire, en toute sécurité médicale, et sans enfreindre les foudres de la loi. Les avortements clandestins en seront-ils supprimés pour autant ? Rien n'est moins sûr. L'avortement légal sera tarifé sur la base de K30, soit 180 francs. Il ne sera pas remboursé par la Sécurité Sociale et le contrôle des prix sera pratiquement impossible dans les cliniques. Certaines femmes risquent, en outre, d'être traumatisées par la procédure employée qui s'apparente à la comparution devant un véritable tribunal, de caler en cours de route, ou de préférer, si d'aventure elles veulent ensuite à nouveau avorter, avoir recours aux « faiseuses d'anges ». D'autres refuseront d'être fichées.

Tous ces problèmes étant éventuellement réglés, il n'est pas certain que la femme qui le désire puisse avorter. De nombreux médecins, responsables des services hospitaliers de gynécologie, sont très hostiles à l'avortement : ils ne se priveront certainement pas d'interdire concrètement aux médecins qui sont placés sous leurs ordres de procéder eux-mêmes aux opérations. Les mineures, d'autre part, devront avoir une autorisation parentale. Quant aux femmes étrangères non résidentes en France, elles ne pourront pas bénéficier de la loi : que deviennent alors les femmes de travailleurs immigrés nouvellement arrivées ?

Dans cinq ans, on verra

Passé le délai de dix semaines, l'avortement reste, comme auparavant, une intervention chirurgicale réservée aux cas très rares dits « thérapeutiques », qui seront, eux, remboursés par la Sécurité Sociale. La loi de 1920 et l'article 317 du Code pénal, ne sont suspendus que pour la période de dix semaines. Et encore, pour cinq ans seulement. En 1979, on verra... en fonction des courbes démographiques, et on prorogera ou non la loi. Au-delà de dix semaines, la loi de 1920 et l'article 317 du Code pénal ne abrogés.

Toute information sur la nouvelle loi, les problèmes d'avortement et la méthode Karmann étant interdite, les femmes seront privées de toute propagande et de tout contrôle sur l'application de la loi. Le législateur pourra ainsi réprimer les organismes — y compris la presse — ayant déjà pris en charge cette lutte tels que le MLAC, le Planning, les centres d'orthogénie existants.

Aujourd'hui, l'heure est à l'unité sur les objectifs de la lutte comme l'a montré le meeting organisé vendredi dernier par le MLAC dans une Mutualité archi-comble. Les femmes ne sont pas prêtes à accepter tel quel le projet de loi mais au contraire à passer à un stade supérieur de la mobilisation pour obtenir leurs revendications et imposer leurs droits :

— une information sexuelle réelle dès l'école
— une information sur la contraception afin que l'avortement ne soit plus l'ultime recours
— une liberté réelle et un contrôle populaire de l'avortement
— la liberté de disposer de son corps et du choix à donner la vie
— la prise en charge par la Sécurité Sociale de la contraception et de l'avortement
— l'abrogation de la loi de 1920 et de l'article 317 du Code pénal.

Commission nationale **femmes** du PSU

Guy LESAGE

ON NE PEUT PAS ATTENDRE LE SOCIALISME

(version abrégée : raisonnement de base)

Ed. Grassin 5 F.

Des raisonnements que tout le monde devrait connaître et tout le monde devrait comprendre. Bloquer les prix et augmenter périodiquement les salaires en plus : c'est possible !

Une solution immédiatement réalisable par l'action des travailleurs.

Par correspondance : Ed. Grassin 50 rue Rodier Paris (9e) - joindre 5 F - chèque ou mandat C.C.P. 157.79.08 Paris. En vente dans les librairies suivantes :

- La Joie de Lire 19 rue St Séverin (5e) - Librairie 1 rue des Fossés St Jacques (5e) - Librairie 135 bd St Michel (5e) - C.F.D.T. 26 rue Montholon (9e) - Diderot 146 rue fbg Poissonnière (10e) - Le Monde Libertaire 3 rue Ternaux (11e) - Liaisons Directes 4 rue Aligre (12e) - Jonas 14 rue Maison Blanche (13e) - P.S.U. 9 rue Borromée (15e) - Libr. de Paris 7 place de Clichy (17e) - La Marge 371 rue d. Pyrénées (20e) -

PSU-PDUP :
Une convergence prometteuse

Des délégations du Parti Socialiste Unifié (PSU) et du PDUP (Parti Italien d'Unité Prolétarienne — Pour le Communisme) (1) se sont rencontrées à Milan les 16 et 17 novembre 1974.

Les délégations étaient composées, pour le PSU de : Michel Mousel, Secrétaire National, Bernard Ravenel, responsable du secteur International, Gilbert Hercet, Membre de la Direction Politique Provisoire et Daniel Richter, Membre de la Commission Nationale Entreprises ; pour le PDUP de : Gian Giacomo Migone, du Bureau Politique National, Giovanni Russo Spena, du Bureau Politique National, Vittorio Bellavite, de la Direction Politique Nationale, Guido Pollice, de la Direction Politique de la Fédération de Milan.

Elles ont procédé à un examen de la situation politique en France et en Italie, et ont confronté leurs analyses sur les réponses à apporter à cette situation, marquée du fait du développement de la crise, par un durcissement de la lutte de classe. Les deux organisations ont constaté la convergence de leurs points de vue sur la nécessité de mettre en œuvre une politique d'unité du mouvement ouvrier et de poser les problèmes en termes de stratégie de transition.

Les représentants du PSU et du PDUP ont également échangé leurs appréciations sur la situation internationale et sur les réponses coordonnées qu'il convient d'apporter à l'intervention de l'impérialisme dans l'Europe du Sud et la Méditerranée. Ils ont souligné que c'est en partant de cette riposte que continuera de se développer une contribution militante aux luttes anti-impérialistes et anti-capitalistes dans le monde.

Ils ont insisté sur la nécessité de dépasser le niveau des affirmations générales de solidarité internationale, pour fonder une stratégie anti-impérialiste sur les luttes concrètes engagées sur le terrain de leurs deux pays.

Le PDUP et le PSU ont, de ce point de vue, précisé leur champ d'intervention commun, et décidé des initiatives conjointes dans le domaine des société multinationales, de l'industrie automobile et de l'émigration (particulièrement des travailleurs italiens en France).

En outre, les deux partis se sont mutuellement informés sur l'état de leurs organisations. Le PDUP a décrit le processus d'unification qui est à la base de sa naissance. Le PSU a expliqué son choix pour une voie autonome au sein de l'unité populaire, manifestée récemment par le refus, largement majoritaire, qu'il a opposé aux propositions d'intégration au sein du Parti socialiste.

Le PDUP a accepté l'invitation du PSU d'envoyer une délégation à son prochain Congrès National des 14-15-16 décembre 1974.

Communiqué de presse commun du PSU et du PSUP

(1) Né de la fusion de l'ancien PDUP (où s'étaient retrouvés les militants du PSIUP refusant l'intégration au Parti Communiste ou au Parti Socialiste), de militants venus de l'organisation chrétienne de gauche MPL et du « **Manifesto** » - **Il Manifesto** reste le titre du quotidien du nouveau parti.

P. J. Oswald

PJO

Pourquoi continuer d'ignorer

LES LITTÉRATURES DE L'EUROPE DU NORD

qui sont parmi les plus riches du monde ?

KNUT HAMSUN

Prix Nobel 1920

PAN

Roman traduit du norvégien par Georges Sautreau

« Les admirateurs de Knut Hamsun forment à travers le monde une vaste confrérie dont je ne suis qu'un des membres. Comme Jack London ou Gorki, il avait autrefois ses fidèles dans tous les pays et dans toutes les langues. Il va les retrouver aujourd'hui... » Henry Miller

PAR LAGERKVIST

Prix Nobel 1951

Ames masquées

Nouvelle traduite du suédois et présentée par Régis Boyer

« C'est ici, j'en suis convaincu, que culmine la pensée de Lagerkvist, à des hauteurs vertigineuses, assurément, et intenables, mais Dieu sait que nous manquons de Prométhées. » Régis Boyer

F. E. SILLENPAA

Prix Nobel 1939

Hiltu et Ragnar

Roman traduit du finnois et présenté par Jean-Luc Moreau

« Ma meilleure œuvre. » F.E. Sillanpää. « L'un des classiques les plus incontestés de la prose finnoise, l'un des grands écrivains du Nord... Une de ses œuvres les plus attachantes et les plus riches... » Jean-Luc Moreau

Collection « La source de la liberté » : 12,00 F / 15,00 F / 18,00 F

En vente chez les meilleurs libraires ou directement :

7, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 Paris/033 90 07

International en bref

Caramanlis : un de Gaulle pour les Grecs

Vite, on fait les premiers comptes. D'abord : l'Europe capitaliste, celle des « neuf », va bientôt se retrouver avec un petit frère. Deux : il faut le reconnaître, Giscard avait misé sur le bon cheval, et le geste de l'avion n'a pas été perdu pour tout le monde. Trois : « Caramanlis ou les tanks », c'est un slogan qui a porté, et permis à la droite « démocrate » de réaliser le meilleur score de son histoire. Quatre : avec une très large majorité au Parlement, le plus gaullien des leaders de la droite grecque va pouvoir imposer au pays ce qu'il appelle joliment « **un renforcement raisonnable de l'exécutif** ». Cinq : élections truquées ou pas, la gauche grecque n'est pas sortie de l'auberge. Six : les limites du « changement » en Grèce sont de plus en plus aveuglantes.

Sprinboks : sanctions pour la France ?

C'est la question que pose ingénuement « Jeune Afrique » (un hebdo qui ne passe pourtant pas pour très progressiste), à propos de la tournée française des Sprinboks sud-africains. La France est en effet un des rares pays où l'Afrique du Sud puisse encore expédier en représentation politico-sportive ses meilleures sélections de race blanche sans avoir à craindre des incidents sérieux. En Nouvelle-Zélande, en Australie, en Irlande, ils sont interdits de séjour. En 1973, leur tournée en Grande-Bretagne a provoqué des réactions violentes. Le Japon n'accueillerait pas non plus les Sprinboks, et l'Italie a annulé leur visite. Mais avec Giscard, comme jadis avec Pompidou et de Gaulle, pas de problème : la France bourgeoise, qui se veut partenaire privilégié des pays africains francophones, veut aussi conserver ses marchés d'armes et ses investissements hautement rentables dans le pays de l'apartheid. Pour cela, elle fait payer le prix fort aux Français qui apparaissent aux yeux du monde étonné comme de braves sympathisants des plus grands racistes de la planète.

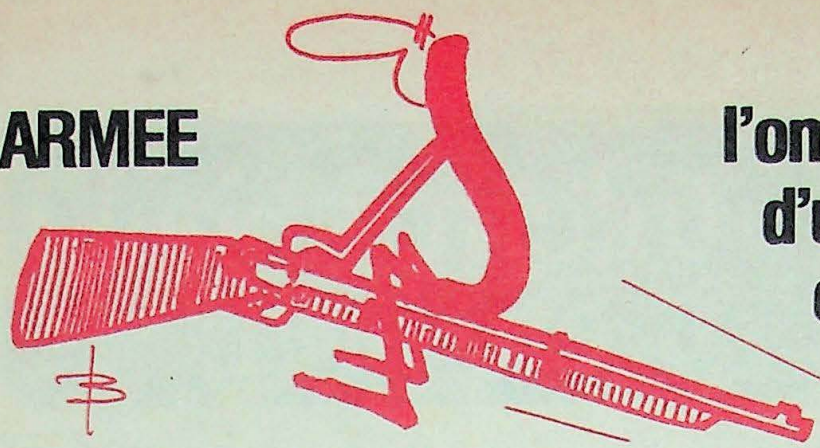
Les dirigeants sud-africains profitent largement de la situation : dix sept journalistes pro-apartheid font partie de la « tournée de la honte », et utilisent consciemment ces shows sportifs pour chanter les mérites de la compréhension entre les peuples blancs. Car, comme l'écrit le MRAP, « **chaque victoire remportée par une équipe blanche sud-africaine est comme une preuve de plus de la justesse de l'apartheid. Aujourd'hui, étant donné le blocus qui enferme peu à peu l'Afrique du Sud, on considère comme une victoire à Johannesbourg le simple fait de pouvoir jouer avec une équipe étrangère...**

Les réunionnais en ont assez

Après plusieurs remises, l'affaire Bumidom (office d'immigration des DOM-TOM) contre **Combat Réunionnais** (organe de l'Union générale des travailleurs réunionnais en France) va enfin être jugée par la 17ème chambre correctionnelle de Paris. Le patron du Bumidom, M. Vié, se trouve être aussi secrétaire général du secrétariat d'Etat aux Dom-Tom. Et il s'est trouvé diffamé par des passages d'un article publié voici plus d'un an par **Combat Réunionnais** qui assimilait plus ou moins l'activité de cet organisme à une suite de la traite des Noirs. Il faut dire que 4 à 5 000 jeunes sont ainsi transplantés chaque année aux frais du Bumidom et se retrouvent OS chez Simca, filles de salle à l'Assistance publique ou employés au tri postal. Bref, les Réunionnais en ont un peu marre de servir d'électeurs-bidon à Michel Debré, de passer aux moulinettes des avortements remboursés par la S.S., et de voir partir en exil « les meilleurs d'entre eux », qui donnent à la métropole une main-d'œuvre bien fraîche et pas trop chère.

Ph. M.

ARMEE l'ombre d'une carotte et les coups de bâton



Une fois de plus, l'armée intervient directement dans les grèves et fait jouer aux soldats du contingent le rôle de briseurs de grève : 3 000 appelés de la région parisienne et des régiments stationnés en Allemagne ont commencé ce dernier week-end à remplacer les éboueurs en grève.

La semaine dernière, le 15 novembre, a eu lieu à Marseille un important procès militaire : c'était la première fois qu'un signataire de l'Appel des 100 (qui a en fait recueilli plus de 5 000 signatures) passait devant un Tribunal militaire. A Montceau-les-Mines — dont J. Fournel est originaire — plus de 3 000 travailleurs ont signé une pétition exigeant sa libération. A Marseille, une manifestation de solidarité a réuni plusieurs centaines de participants. Ni cette mobilisation, ni la défense de Mes de Felice et Dissler, n'ont pu ébranler les juges militaires : ils ont frappé — et lourdement : condamnation à 1 an de prison, dont 6 mois avec sursis.

En même temps, trois nouvelles inculpations ont été prononcées (Pelletier, Ravet, Taurus). Les trois soldats actuellement emprisonnés aux Baumettes sont tous trois de Draguignan : la volonté du gouvernement est claire : il s'agit de frapper, là où le mouvement est allé le plus loin, et où on a vu 200 soldats du contingent manifester dans les rues.

L'un d'eux, Serge Ravet, a terminé son service militaire par 60 jours d'arrêt de rigueur. Une fois son temps de service terminé, il a été entendu par la Sécurité Militaire, conduit à la prison des Baumettes, et inculpé.

Faut-il encore ajouter qu'il s'agit de signataires de l'Appel des 100 ?

Ainsi, après les propos « libéraux » de Soufflet, après la carotte de la participation au sein de l'armée, le pouvoir a choisi de frapper. Même la politique de participation /intégration — qui n'en était qu'au stade de vagues possibilités pour un avenir non spécifié, a inquiété la hiérarchie militaire ; c'est la politique de répression (sélective pour l'instant ! On n'en est pas à 5 000 inculpations... !) qui l'a emporté.

Faut-il conclure de cette volonté de briser net toute tentative de lutte pour l'obtention des libertés démocratiques de la bourgeoisie que le pouvoir et l'armée ont eu très peur, et que toute contestation de la structuration fasciste de l'institution militaire est le premier pas d'une prise de conscience de la fonction de l'Armée, appareil de l'Etat bourgeois ?

Aujourd'hui, c'est à l'ensemble des organisations démocratiques de réagir, de manière unitaire : il n'est pas inutile de rappeler que l'Appel des 100 est né pendant la dernière campagne présidentielle ; qu'il a été adressé aux candidats, et qu'il a eu le soutien du candidat de l'union de la gauche, François Mitterrand.

Allons-nous nous contenter de nous lamenter, après coup, ou enfin prendre les moyens d'une solidarité active envers les soldats revendiquant l'exercice des droits fondamentaux d'opinion, d'expression, de réunion ?

Au moment où des soldats collectent des fonds en faveur des postiers en grève et protestent contre l'utilisation de certains appelés comme éboueurs bénévoles, où d'autres (à Saint-Tropez par exemple) ont refusé de trier le courrier, il est indispensable de s'adresser aux soldats. Syndicalistes en grève, militants politiques, rappelons-leur que, même à l'armée, ils ont à soutenir les luttes de leurs camarades travailleurs.

Les assurer de notre solidarité contre la répression ne suffit pas. Ensemble, refusons de jouer les briseurs de grève. ■

FINISTERE : Une zone industrielle pour l'armée ?

Les communes du canton de Châteaulin avaient créé en 1971 une zone industrielle. Cette région est toute proche de la presqu'île de Crozon, déjà abondamment occupée par la Marine Nationale (en particulier avec la base de sous-marins de l'Ile Longue). Or l'armée cherchait un terrain pour le casernement de troupes chargées de la protection de l'Ile Longue ; évidemment le rapprochement s'imposait : quoi de plus logique que d'installer une caserne sur la zone industrielle !

La municipalité de Châteaulin a donc donné son accord ; mais tout le monde n'a pas suivi. Dès le mois de juin se créait un Comité de Défense contre les implantations militaires, à l'initiative d'habitants du canton ; ce comité a reçu rapidement l'appui, entre autres, des organisations paysannes (FDSEA, CDJA, paysans-travailleurs), de la CFDT, de partis politiques (dont le P.S.U.). Les municipalités des autres communes concernées par la zone industrielle ont par ailleurs refusé l'installation de la caserne.

Pour populariser cette lutte, le Comité a préparé d'abord un pique-nique sur le Menez Kelc'h, qui en plein mois d'août a réuni plusieurs milliers de personnes, et en septembre une manifestation sur la zone industrielle de Ti Vougeret, qui a obtenu un succès semblable.

Fin octobre, le FLB a procédé à plusieurs plasticages contre des conseillers municipaux de Châteaulin, ce qui a permis aux partisans de la caserne d'accuser le Comité de Défense (à noter que le PC, qui a refusé de participer à cette lutte, s'est joint à ces attaques). Aussi les représentants du Comité de Défense, qui ont donné une conférence de presse à Brest le 5 novembre, pour expliquer les raisons de leur action et faire le point sur leur activité, ont tenu à préciser clairement leur position à ce sujet : le Comité a choisi de lutter par des manifestations publiques, et ne peut donc prendre en compte les attentats du FLB (qui ne fait pas partie des organisations qui le soutiennent). Cependant il considère que « la première violence est celle des autorités administratives et politiques, des notables bretons qui prennent les décisions sans que les citoyens soient consultés sur leur propre avenir ».

Le Comité de Défense va réunir prochainement les organisations susceptibles de l'appuyer, pour préparer la suite de l'action.

Paul TREMINTIN ■

La gauche, les armes et ... les affaires

La bonne ville de Lorient a une municipalité d'union de la gauche. Bien. Et le « Programme commun » de ladite gauche prévoit la « cessation de toute vente d'armes et matériels de guerre aux gouvernements colonialistes, racistes ou fascistes ». **Très bien. Mais direz-vous, quel rapport ? C'est ce que vous apprendra peut-être cet extrait d'une lettre, adressée par la section PSU de Lorient aux sections du PC, du PS et de l'Union démocratique bretonne.**

Chers Camarades,

Le PSU s'étonne d'apprendre la réception à l'Hôtel de Ville de Lorient de 200 délégués militaires venus de 53 pays parmi lesquels figurent des pays aux gouvernements racistes (Afrique du Sud), fascistes et assassins (Chili, Espagne, Brésil), ou en guerre contre des mouvements de libération nationale (sultanat d'Oman, Iran).

Alors que l'anniversaire du coup d'Etat au Chili est encore présent dans toutes les mémoires, et qu'il s'est traduit à Lorient par un meeting et une campagne d'affichage communs à tous les partis de gauche, dont le PSU, et organisations démocratiques, une telle réception nous paraît scandaleuse et en contradiction avec cette action de solidarité.

Le PSU s'étonne encore plus des propos tenus par le Maire de Lorient lors de cette réception.

« Mon souhait le plus profond est que votre visite puisse se concrétiser par des marchés dont l'importance aura des répercussions pour l'avenir de notre région. »

La presse indique par ailleurs que « cette visite qui s'inscrit dans le prolongement de l'exposition militaire du Bourget répond à une politique plus large de vente de notre matériel militaire. »

(...) Face à la crise et au chômage qui se développe, les partis de gauche n'auraient-ils d'autre solution à proposer que de reprendre à leur comptes les objectifs de la bourgeoisie au pouvoir ?

Une municipalité d'union de la gauche peut-elle se faire le complice de la politique militaire gouvernementale ?

Salutations Socialistes.